

## VII. AMÉRIQUES

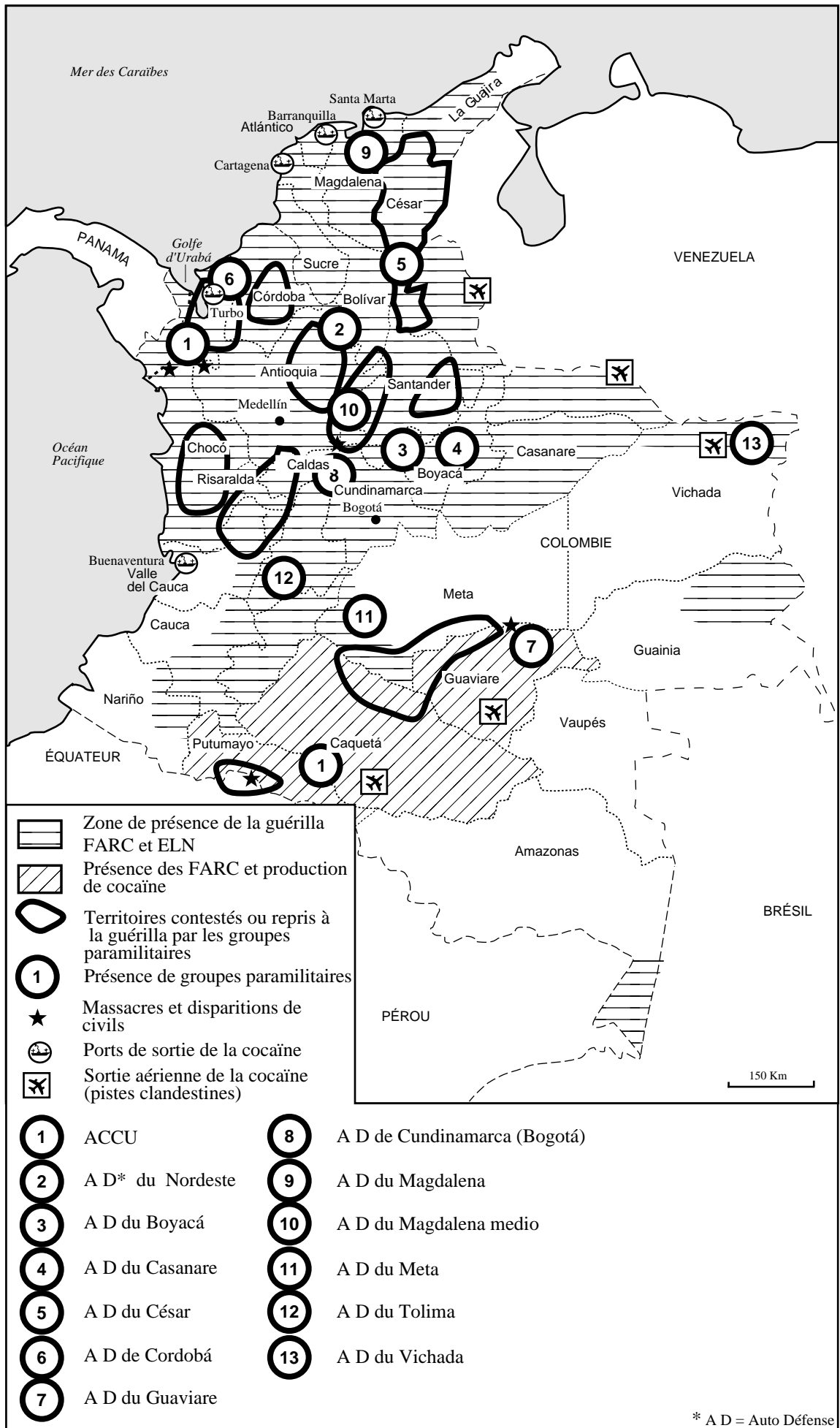
*Les pays andins restent les sources de la cocaïne distribuée dans le monde entier. Les superficies de cultures de cocaïers sont stables en Bolivie (autour de 45 000 hectares). Au Pérou, elles ont régressé, depuis trois ans, de 115 000 ha à environ 70 000 ha. Cette réduction a été compensée par un accroissement équivalent en Colombie, où elles atteignent désormais 80 000 ha. Les quantités de cocaïne disponibles sur le marché mondial n'ont donc pas diminué. Les changements, lorsqu'ils existent, se manifestent au niveau des routes empruntées par la cocaïne en Amérique latine. La Bolivie exporte sa production, dont une part de plus en plus importante de cocaïne, à travers le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Chili. Le Pérou continue à exporter de la pâte base de cocaïne destinée à être transformée en Colombie et au Mexique, ainsi que du chlorhydrate de cocaïne et de la marijuana colombiennes en Europe et aux États-Unis par voie maritime ou aérienne. Le territoire de l'Équateur est le théâtre d'un trafic très intense : pâte base de cocaïne dans la direction nord-sud ; chlorhydrate dans la direction sud-nord, avant d'être exporté essentiellement à partir des ports. Le recul des grands cartels colombiens depuis le milieu des années 1990 a abouti à un renforcement de leurs homologues mexicains et des routes d'Amérique centrale et du nord au détriment des routes des Caraïbes. Mais, à partir de la fin de l'année 1997, les routes des Caraïbes ont connu un regain d'activités.*

*Le narcotrafic a une influence croissante sur la vie publique. En Argentine, un important blanchisseur (et probablement trafiquant de drogues) a profité de ses liens aux plus hauts niveaux de l'État pour acquérir des entreprises dans des secteurs sensibles. En Colombie, le maintien au pouvoir du président Samper, après que sa campagne électorale eut été financée par le Cartel de Cali, a abouti à un affaiblissement considérable de l'autorité de l'État : sur le plan international, par les concessions qu'il a été contraint de faire aux États-Unis ; sur le plan intérieur, par le contrôle accru du territoire de la part de groupes, guérillas marxistes et paramilitaires d'extrême droite, financés par le trafic de drogues. Quant au Mexique, il reste la plus grande plaque tournante multidrogues du continent américain, notamment du fait de l'impunité dont bénéficient certains trafiquants. Ces derniers exercent une influence considérable sur le gouvernement actuel et étendent leurs activités dans le reste de l'Amérique latine et aux États-Unis. La «narcotisation» de l'économie mexicaine qui constitue l'un des effets pervers du marché commun nord-américain (ALENA)<sup>93</sup>, a tendance à se propager aux États-Unis, notamment à son secteur financier<sup>94</sup>.*

---

<sup>93</sup> Voir chapitre «Les relations États-Unis–Mexique dans le cadre de l'ALENA».

<sup>94</sup> Dans le rapport *La géopolitique mondiale des drogues (1995-1996)* ont été traités : la Colombie, le Pérou, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Guatemala, le Nicaragua, le Mexique, les États-Unis d'Amérique.



**Carte XII : Implantation de la guérilla et des groupes paramilitaires en Colombie**

## COLOMBIE

Le mandat présidentiel d'Ernesto Samper – durant lequel ce dernier a dû consacrer une grande partie de son temps et de son énergie à faire face à la justice dans le cadre du scandale du financement de sa campagne électorale par le cartel de Cali (Dossier 8000) – s'est achevé en août 1998. Ces quatre ans ont abouti à un affaiblissement sensible de l'autorité de l'État dont ont profité différentes forces politiques et militaires pour accroître leur propre pouvoir. C'est en particulier le cas des groupes paramilitaires d'extrême-droite et des guérillas de gauche, dont les activités sont financées, pour une part importante, par le narcotrafic. Le président perdait simultanément la crédibilité qui lui aurait permis de résister aux pressions des États-Unis. Il a tenté, sans grand succès, de désarmer l'hostilité américaine à son égard par une série de concessions qui ont porté atteinte à la souveraineté du pays.

La superficie des cultures illicites s'est étendue (près de 80 000 hectares de cocaïer, 11 000 de pavot et 6 500 de cannabis) et les exportations de cocaïne et d'héroïne n'ont pas ralenti. Mais le pouvoir des grands cartels colombiens dans le pays et dans l'ensemble de la région andine a encore décliné (les chefs du cartel de Cali ont été rejoints en prison par de nombreux barons de la drogue au cours de l'année 1998) au profit d'organisations plus petites, dont une partie a recentré ses activités dans la ville de Medellin sous la protection des paramilitaires de Carlos Castaño. Le contrôle que ceux-ci exercent sur des laboratoires de cocaïne a été révélé par la presse et il est de nature à compromettre les secteurs politiques, industriels et militaires qui les soutiennent activement.

Le nouveau président – Andrés Pastrana qui, en 1994, avait été le premier à révéler les apports du cartel du Cali à la campagne électorale de son rival – bénéficie de l'appui des États-Unis qui viennent d'octroyer une aide très importante à la lutte antidrogues de l'État Colombien. En échange, Andrés Pastrana va devoir répondre à un certain nombre d'exigences, concernant en particulier l'extradition des trafiquants, à laquelle de nombreux Colombiens restent hostiles. L'enjeu des négociations avec les groupes armés, qui était au centre de la campagne du candidat conservateur, est donc considérable pour la pacification du pays et la réduction des activités du narcotrafic.

### *Le conflit armé et les productions illicites*

De 1997 à la première moitié de 1998, le territoire colombien a continué d'être un champ de bataille entre les groupes paramilitaires d'extrême-droite (Autodéfenses paysannes de Córdoba et d'Urabá : ACCU ; et les autres groupes paramilitaires régionaux, dont la plupart ont fusionné sous le sigle AUC : Autodéfenses unies de Colombie) et le mouvement de guérilla de gauche Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) pour le contrôle territorial et politique des zones de cultures illicites et de production de drogues. Les forces militaires de ces groupes semblent avoir progressé au rythme de l'accroissement des superficies des cultures illicites.

Le couloir stratégique contrôlé par le grand propriétaire terrien Carlos Castaño, que l'AUC ne cesse d'étendre du nord-ouest (frontière panaméenne, côte caraïbe et Pacifique) au centre-est et sud-est s'est encore agrandi, en 1998, avec la création de deux fronts binationaux aux frontières du Venezuela et de l'Équateur. Son but est de prendre la guérilla en tenaille, tactique déjà expérimentée en 1996-1997 à la frontière colombo-panaméenne et entre les départements amazoniens du Meta, du Guaviare et du Putumayo, où de nombreux massacres de populations supposées soutenir la guérilla ont eu lieu. Dans le Meta, le premier objectif de l'AUC, soutenu dans ce département par les forces indépendantes du «Roi

des émeraudes», Victor Carranza, est en effet d'y supplanter les FARC en terrorisant et en massacrant les habitants susceptibles de collaborer avec ces dernières. Son deuxième objectif est d'ouvrir un couloir stratégique en direction du département du Guaviare pendant que le front paramilitaire du Putumayo est en train de prendre dans un «étau» les territoires des FARC du Caquetá (au sud-ouest) et du Guaviare (au nord-est) à partir de ce département et de celui du Meta.

Carlos Castaño a consolidé sa zone d'influence dans l'Urabá (région à cheval sur les départements du Chocó et d'Antioquia), à la frontière du Panama, en suivant exactement le tracé du projet de canal interocéanique qui pourrait, dans l'avenir, doubler celui de Panama. L'AUC a multiplié les massacres dans ces départements, allant même jusqu'à menacer les représentants du bureau colombien de la Commission des droits de l'Homme des Nations unies qui menaient une enquête sur ses exactions. La direction du Parti libéral au pouvoir demandait simultanément la destitution, pour «ingérence», de l'ambassadrice de l'ONU, Almudena Mazarrasa, car celle-ci avait également recommandé le démantèlement des milices «populaires» d'auto-défense Convivir, légalisées par le gouvernement et appuyées par l'armée. Logique circulaire : cette guerre est d'autant plus nécessaire que le financement du conflit entre les deux groupes est de plus en plus coûteux . C'est pour cette raison que l'AUC essaie de s'emparer des territoires qui constituent les bases économiques des FARC pour y monopoliser la production de drogues.

L'AUC est ainsi devenue un État dans l'État, au point que de nombreux politiciens et hommes d'affaires préfèrent demander audience à Carlos Castaño et à Victor Carranza pour résoudre des problèmes dans leur région que de s'adresser au gouvernement de Samper qui a perdu toute autorité. Ce vide de pouvoir a permis le renforcement de l'AUC et des organisations de guérillas de gauche, et il a également créé une attitude d'insubordination au sein de l'armée. En effet, la collusion de celle-ci avec les groupes paramilitaires a commencé à être mise en évidence avec le démantèlement de la 20<sup>e</sup> Brigade en mai 1998. Cette Brigade, spécialisée dans les opérations anti-guérilla et responsable de graves violations des droits de l'Homme, avait été entraînée par des agents de la CIA.

La relative impunité dont jouissent les troupes de Carlos Castaño (ce dernier n'a pas hésité à s'en vanter dans une interview en décembre 1997), leur ont permis de consolider leurs infrastructures financières qui reposent en partie sur le narcotrafic. On a pu noter que la majorité de la cocaïne qui arrive par voie maritime dans les ports espagnols, belges et hollandais, provient de ports de la côte pacifique et atlantique, situés dans des territoires qui sont sous le contrôle politique et militaire de l'ACCU (voir la carte). Malgré la traditionnelle focalisation des opérations antidrogues dans les zones d'influence de la guérilla (FARC), le gouvernement ne pouvait plus continuer à fermer les yeux sur les liens des paramilitaires avec le narcotrafic, surtout après le démantèlement, le 10 août 1997, d'un complexe de quatre laboratoires très sophistiqués dans une région qui est le berceau du paramilitarisme.

Pour leur part, les guérilleros de l'ELN, et surtout des FARC, ont dû livrer de violents combats afin de conserver leur contrôle territorial face à l'offensive des paramilitaires et de l'armée, en particulier dans l'Urabá et dans les départements de Bolivar, de Córdoba, du César, du Meta et du Putumayo où l'ACCU et l'AUC y ont toutes deux réalisé une forte avancée.

Les États-Unis qui, depuis 1994, profitaient aussi de la faiblesse du gouvernement Samper pour imposer leur politique de fumigation et de répression sur les cultivateurs, ont intensifié leurs pressions en 1997 et 1998 sur le pouvoir exécutif et législatif afin d'obtenir le vote de textes de lois favorisant leurs projets antidrogues. Déjà, en décembre 1996, pour prévenir une deuxième «décertification» consécutive de la part de l'administration Clinton, la Colombie promulguait une loi dite d'*extinción de dominio* qui

permettait à l'État de saisir les biens des narcotrafiquants. En mars 1997, le gouvernement Samper approuvait un accord maritime bilatéral. Le 18 novembre 1997, la Chambre des députés approuvait le rétablissement de la loi d'extradition, mais sans l'effet rétroactif que réclamait Washington.

La déliquescence de l'État et la corruption parlementaire avaient atteint un tel degré que, le 3 décembre, le gouvernement américain montrait qu'il avait désormais le pouvoir d'exercer un véritable droit de veto sur l'Assemblée législative : il exhorta le Sénat colombien à ne pas voter une loi de «décongestion» des prisons (surpopulation de 200 % à 400 %) qui visait en réalité la libération de 14 parlementaires et de tous ceux qui étaient liés au scandale du narcofinancement de Samper. Par la même occasion, cela aurait conduit à réduire de façon significative la peine des chefs du cartel de Cali. Le sénat colombien préféra alors repousser l'examen de la loi aux calendes grecques.

### *Des sacrifices mal récompensés*

Cette dépendance de la Colombie à l'égard de la première puissance mondiale n'a pas arrangé les affaires des chefs des grands cartels, déjà emprisonnés, jugés, et dont les espoirs de liberté se sont envolés, pas plus que celles de la plupart de ceux qui sont tombés entre les mains de la justice en 1997 et 1998. Pour répondre aux constantes pressions américaines, assorties de la menace d'une nouvelle «décertification», et pour présenter une image acceptable par la communauté internationale, le gouvernement Samper a dû donner des gages de sa volonté de combattre les trafiquants.

En avril 1997, Pastor Perrafán (chef du cartel du Nord du Cauca) était détenu au Venezuela, puis aussitôt extradé aux États-Unis ; au mois de septembre, c'était le tour du chef du puissant cartel du Nord du Valle, Orlando Henao, lié à Carlos Castaño. Puis, le 22 février 1998, quelques jours avant la décision américaine à l'égard de la «certification», Nelson Urrego, l'un des derniers chefs du cartel de Cali encore en liberté, était arrêté. Au lendemain de la «certification conditionnelle», le 25 février, les autorités colombiennes détenaient Víctor Carranza, «Le roi des émeraudes», narcotrafiquant et chef paramilitaire.

Après un certain répit, le chaos allait reprendre. Le 6 juin, à New York, à la veille de l'ouverture de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (UNGASS) sur les drogues, la police colombienne arrêtait Orlández Gamboa, alias *El Caracol*, chef du cartel de la côte caraïbe. Courant juillet, la vague d'arrestations touchait le Clan Nasser du cartel de la côte caraïbe, puis le demi-frère et le cousin de «Pacho» Herrera qui avaient repris en main ses activités au sein du cartel de Cali.

Les détentions d'Orlando Henao et de Víctor Carranza constituent également un signe des contradictions dans lesquelles se trouve enfermé le gouvernement colombien. Il doit combattre le narcotrafic et la guérilla des FARC dont la drogue constitue l'une des principales sources de financement. Mais, pour faire face à ces dernières, il bénéficie de l'appui très efficace des groupes paramilitaires qui sont, eux aussi, liés au trafic de drogues. Les «sacrifices» du gouvernement Samper furent, en définitive, bien mal récompensés, car Washington ne lui a concédé, en mars 1998, qu'une «certification conditionnelle» (*waver*) «dans l'intérêt national des États-Unis».

### *À l'aube d'un nouveau mandat*

Le résultat des élections présidentielles du 21 juin 1998 s'est apparenté à un véritable tremblement de terre. La victoire du candidat conservateur, Andrés Pastrana (élu pour la période 1998-2002), mettait brutalement fin, non seulement à l'ère Samper, mais également à 12 années de suprématie libérale. Le soutien simultané des États-Unis et des FARC à Pastrana n'est qu'un paradoxe apparent. En effet, ces

dernières avaient, semble-t-il, établi des contacts avec le Département d'État afin qu'il appuie l'ouverture de négociations de paix avec le nouveau gouvernement colombien.

La victoire de Pastrana et l'implosion du Parti libéral qui s'en est suivi, a provoqué des réactions en chaîne : contacts directs du nouveau président dans la jungle avec la direction des FARC ; début de règlement de compte interinstitutionnel ; changements opportunistes d'orientation de la part de dirigeants libéraux ; et soutien unanime de la communauté internationale au nouveau président.

Une semaine après les élections, la Salle pénale de la Cour suprême de Justice, libérée du joug libéral, engage une procédure contre les 111 parlementaires qui, en juin 1996, avaient lavé Ernesto Samper de toute responsabilité dans le financement de sa campagne par l'argent du cartel de Cali. Au cours du second semestre 1998, ces parlementaires devront, un à un, répondre de l'accusation de «prévarication». Si le jugement «d'absolution» rendu par ces parlementaires est annulé, il deviendrait alors possible qu'un nouveau procès soit intenté contre Ernesto Samper à la veille de 1999. Un ex-président dont le visa américain, annulé en 1996, vient d'être à nouveau catégoriquement refusé *sine die* par Washington.

Puis, toujours dans le cadre de la «saga des règlements de comptes», le Fiscal général de la Nation, Alfonso Gómez Méndez, jette un pavé dans la mare : il exhume du «Dossier 8000» près de 40 000 chèques, pour une valeur totale de 500 millions de dollars, offerts entre 1989 et 1996 par le cartel de Cali à des hommes politiques, des dirigeants sportifs et des journalistes. Une armée de juges est mobilisée pour interroger tous les suspects.

Andrés Pastrana devra démontrer sa bonne volonté et offrir certaines garanties au gouvernement américain : un cabinet bon teint, incluant un ministre de l'Intérieur (Nestor Humberto Ramírez) dont certains analystes assurent qu'il entretient, depuis très longtemps, de «très bonnes relations» avec les États-Unis ; une purge au sein du haut commandement de l'armée, trop laxiste envers les violations des droits de l'Homme (20<sup>e</sup> Brigade) et peu enclin à appuyer un processus de paix avec les guérillas. Le nouveau président devra s'attaquer plus sérieusement à l'AUC et aux «paramilitaires» ayant reçu un label «officiel» comme les Coopératives civiles et armées, les *Convivir*, dont le responsable gouvernemental a décrété la dissolution de plus des deux tiers d'entre elles (289 sur 414) lors d'une réunion nationale qui semblait être une parodie de bonne volonté. Effectivement, la semaine suivante, nombre des *Convivir* tombées en disgrâce rendaient leur licence...mais pas leurs armes. Certaines émettaient leur intention de s'incorporer aux files de l'AUC.

Dès le lendemain de sa victoire, l'ambassadeur américain à Bogota, Curtis Kamman, exigeait le rétablissement de la rétroactivité de la loi d'extradition dans l'espoir de pouvoir enfin juger les frères Rodríguez Orejuela et bien d'autres narcotrafiants devant un tribunal américain. L'aide logistique américaine, réduite et conditionnée durant l'ère Samper, redémarrait (livraison à la police d'hélicoptères *Black Hawk* qui étaient en principe destinés à la Bosnie). Au Sénat américain, les républicains appuyaient un projet de loi visant à allouer à la Colombie, pour les trois prochaines années, une aide antidrogues de 208 millions de dollars (soit 10% du total de l'aide antidrogues des États-Unis dans les Amériques) auxquels s'ajouteraient 500 millions de dollars pour des avions spéciaux d'interception et 300 millions de dollars pour la création d'une base antidrogues qui pourrait remplacer la base militaire d'Howard qui devra abandonner Panama avant décembre 1999. Toutes ces libéralités devront être payées d'un alignement accru sur la politique de Washington dans le domaine de la guerre à la drogue.

## PEROU

Lors du Sommet des Amériques qui s'est tenu à Santiago du Chili à la mi-avril 1998, le «Tsar» antidrogues américain, Barry McCaffrey, qui était passé par Lima, a prononcé un vibrant éloge de la «politique révolutionnaire» du président Alberto Fujimori qui a permis de «réduire de 40 % en deux ans la production de coca». La superficie occupée par les cocaïers au Pérou est effectivement passée de 115 300 hectares en 1995 à environ 70 000 ha en 1997. Cette réduction est d'abord attribuée à la répression exercée sur le trafic aérien, grâce notamment aux radars installés par les États-Unis dans le nord du Pérou, qui permettent à l'armée péruvienne d'intervenir efficacement contre les «avionnettes» des trafiquants colombiens venant acheter de la base de cocaïne dans les vallées amazoniennes. Une autre part de ces succès est attribuée aux programmes de développement alternatifs mis en place notamment avec l'aide des États-Unis et du PNUCID.

La rupture du pont aérien avec la Colombie est incontestable. Mais les trafiquants colombiens ont trouvé deux ripostes : ils ont augmenté considérablement la production de feuilles de coca dans leur propre pays et ont obligé les producteurs péruviens à revenir au trafic fluvial (directement en Colombie), maritime et terrestre (via l'Équateur) sur une large échelle pour vendre leur base de cocaïne destinée à être transformée dans les laboratoires colombiens. Le développement alternatif, dont les effets sont encore peu sensibles, n'a manifestement que peu d'incidence sur la réduction des cultures. Enfin, les États-Unis ont dû marquer leur distance avec la présence, à la tête de la lutte antidrogues, d'un personnage notoirement lié au trafic et aux violations des droits de l'Homme.

### *Réduction des cultures et développement alternatif*

La cause principale de la réduction des superficies plantées de cocaïers réside dans l'effondrement du cours de la pâte base de cocaïne qui est passé de 726 dollars le kilogramme en 1994 à 297 dollars l'année suivante et à 251 dollars en 1997. Cet effondrement n'a pas été provoqué par des campagnes d'éradication comme en Colombie et en Bolivie, où respectivement 29 000 ha et 7 000 ha de cultures ont été détruits. Au Pérou, l'éradication s'est limitée à 4 745 ha en 1997. S'y ajoutent les effets d'un champignon qui, depuis le début de la décennie, s'attaque aux plants de coca. C'est essentiellement la loi de l'offre et de la demande qui est responsable de la chute des cours. En effet, les Colombiens ayant développé les cultures illicites dans leur propre pays, les cours de la feuille et de la pâte base sont au plus bas au Pérou.

Le marasme provoqué par cette situation depuis 1994-1995 est observable en 1998 dans des bourgades de la vallée du Huallaga comme Tocache et Uchiza dont l'activité économique s'est effondrée. Un autre effet pervers a été que l'offre de cocaïne dans les villes et villages de l'Amazonie et de la côte du Pérou a énormément augmenté.

Les paysans rencontrant d'énormes difficultés pour vendre leur production, même à des prix très bas, le contexte apparaît donc extrêmement favorable pour mettre en place des cultures alternatives. Le gouvernement affirme avoir subventionné 25 000 ha de cultures licites en 1997. L'étude de terrain réalisée par le correspondant de l'OGD suggère que ce plan de développement existe surtout sur le papier. Une des raisons de cet échec est que le développement alternatif a été confié à la Commission de lutte contre la consommation des drogues (CONTRADROGAS) qui, jusque-là, était spécialisée, comme son nom l'indique, dans la lutte contre la toxicomanie. Elle ne possède pas la capacité technique, administrative et encore moins l'expérience nécessaires pour intervenir dans le domaine agricole, contrairement à des organismes spécialisés dans le développement rural comme l'Institut national de

développement (INADE). Ainsi, au sud du Pérou, dans la vallée de l'Apurimac, souvent présentée comme la vitrine du développement alternatif, la situation était très tendue à la fin de l'année 1997, car les cultures de substitution financées par les États-Unis dans le cadre d'une politique de crédits consentis aux paysans étaient un échec. En effet, le gouvernement de Fujimori, dans le souci de ne pas faire d'exception à la politique néolibérale mise en place dans le reste du pays, a imposé des taux d'intérêt de 35 % que les paysans ne peuvent pas rembourser.

L'avenir dira si l'aide de la communauté internationale sera à la hauteur des besoins (200 000 familles et environ un million de personnes sont concernées) et permettra de dépasser cet écueil dans les prochaines années. L'USAID doit fournir 107 millions de dollars (pour la période 1995-2001) destinés à développer les zones du Huallaga Central, du Haut Huallaga, du Pichis-Palcazu et de l'Apurimac. Le PNUCID contribuera à cet effort avec 3,3 millions de dollars dans la vallée de l'Apurimac-Ene et la Coopération allemande avec 1,1 million de dollars. Une table ronde devait rassembler tous les contributeurs, en octobre 1998, afin qu'ils coordonnent leurs efforts.

En attendant que ces investissements portent leurs fruits, les paysans cherchent une alternative dans le développement d'autres cultures illicites que le cocaïer. La culture de pavot ne semble cependant pas donner de résultats satisfaisants, les saisies d'opium n'ayant cessé de diminuer depuis le record de 580 kg en 1994 : 24 kg en 1995 ; 37 kg en 1996 et 5 kg en 1997. On assiste, en revanche, à un développement spectaculaire de la production de marijuana. Les saisies ont été de 6,5 tonnes en 1995 et 15 t en 1996. À la fin de 1997, 8 t ont été saisies sur une plantation dans le département amazonien de Huánuco, à 420 km au nord-ouest de Lima. Le cannabis avait été dissimulé dans des cultures de maïs et de manioc. Cela portait à 300 t les quantités de marijuana saisies dans cette seule région depuis le début de l'année 1998.

### *Les succès de la répression*

Durant l'année 1997, les saisies de pâte base de cocaïne ont été de 8,796 t (contre 18,689 t en 1996) et celles de chlorhydrate de 2,315 t (après avoir atteint un record de 7,5 t en 1995). Les saisies les plus spectaculaires ont eu lieu au cours du dernier trimestre 1997 : plus de 20 t de marijuana d'origine colombienne dans un entrepôt du port de Callao (Lima) ; 650 kg de pâte base destinée à être transformées en Colombie sur un bateau de pêche dans le port de la Puntilla, à 280 km au sud de la capitale ; 17 kg de chlorhydrate sur des passeurs bulgares à l'aéroport de Lima ; 3 t de précurseurs chimiques dans le port de Nazca, etc. Ces succès traduisent avant tout la volonté du gouvernement de soigner son image de marque après une série de scandales qui ont impliqué, en 1997, les plus hautes autorités de l'État, justifiant par la même occasion l'appui sans faille que les États-Unis n'ont cessé, en dépit de tout, de lui apporter. Mais, selon plusieurs spécialistes péruviens, ces saisies révèlent également que les mafias sont en train de développer leurs activités.

En effet, à la suite de la quasi-rupture du pont aérien de la cocaïne entre l'Amazonie péruvienne et la Colombie, les organisations criminelles péruviennes ont dû accroître leur activité de transformation. Le flux constant de précurseurs chimiques en provenance d'Équateur et du Chili confirme que les activités liées à l'industrie de la cocaïne ne se ralentissent pas dans la région. Les saisies de ces produits effectuées durant l'année 1997 traduisent d'ailleurs cette augmentation des activités du narcotrafic : 107,580 t d'acide sulfurique (contre 48,870 t en 1996) ; 7,225 t d'acide chlorhydrique (contre 4,663 t en 1996), etc.



Les trafiquants s'organisent parallèlement pour faire parvenir par la voie fluviale, non seulement la base de cocaïne en Colombie, mais également une partie du chlorhydrate qui sort de leurs laboratoires. Par exemple, le correspondant de l'OGD a pu observer, dans la vallée du fleuve Putumayo que le Pérou partage avec la Colombie, que le trafic fluvial de cocaïne n'avait jamais été aussi intense. À Lagunas, bourgade située dans le Bas-Huallaga, centre de stockage et de transport de la drogue, le chef de la police a confirmé à l'OGD l'importance du trafic fluvial de drogues, et la persistance de transports aériens. Il a ajouté que ses moyens logistiques ne lui permettaient pas d'intervenir. Il était en particulier à court d'essence pour faire des patrouilles sur le fleuve. Pour faire face à la situation, la marine péruvienne construit, dans sa base amazonienne de Santa Clotide, à Iquitos, et sous la direction d'experts américains, de grands radeaux qui seront remorqués ensuite jusqu'à l'embouchure des fleuves pour contrôler le transport des marchandises. Avec la coopération des États-Unis et dans le cadre de la base navale d'Iquitos située sur l'Amazone, l'École des Opérations de Rivière (School for Rivers Operations) a été ouverte afin de former des unités spécialisées dans la lutte contre le trafic fluvial des drogues. Ce programme est sous la responsabilité du Département de la Défense des États-Unis qui le financera à hauteur de 60 millions de dollars sur cinq ans. Trois grandes bases flottantes seront établies sur des rivières considérées comme stratégiques : Algodón, Angucilla et Putumayo. Les installations, comprenant deux étages, seront longues de 47 mètres et larges de 10 mètres et pourront permettre l'atterrissage d'hélicoptères.

### *Cocaïne, pétrole et guérilla*

La réduction des cultures sans développement économique a pour conséquence, dans de nombreuses régions du piémont amazonien, une recrudescence des activités du Sentier lumineux qui reçoit le renfort de jeunes agriculteurs ruinés, en particulier dans la haute vallée du Huallaga et dans les vallées de l'Apurimac et de l'Ence-Tambo. Le 12 octobre 1997, un détachement d'une centaine de guérilleros a occupé la localité de San Miguel, capitale de la province de La Mar dans le département d'Ayacucho. Une semaine plus tard, un autre commando assassinait sur la route d'Aguaytia, dans le Haut Huallaga, l'officier dirigeant les unités anti-terroristes de Tingo Maria et deux officiers de la police antidrogues. Le 15 avril 1998, un détachement de plusieurs dizaines de guérilleros a tendu une embuscade à une patrouille militaire près de la caserne de Palo Blanco à Lambayeque. Le 21 avril, la guérilla a occupé les villages de Sachavaca et celui de Palo Huimba, dans la région de Tingo María. Quant à l'autre groupe rebelle péruvien, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) qui a été durement frappé dans l'affaire de la prise d'otage de l'ambassade du Japon, il serait réapparu dans la région de Moyobamba. Les ressources économiques de chacune de ces deux organisations se sont considérablement réduites, et il est donc vraisemblable que leur dépendance à l'égard du narcotrafic se soit parallèlement accrue. Les populations sont les principales victimes des affrontements entre les différentes forces en présence.

Une des populations les plus menacées de l'Amazonie péruvienne est celle des Indiens ashaninka qui sont environ 40 000 et dont au moins 10 % ont été tués au cours de la guerre entre le Sentier lumineux et l'armée. Une première menace vient du fait que le gouvernement Fujimori a annulé, par un décret de 1995, une loi qui garantissait le droit inaliénable à leur terre. Ces dernières sont convoitées par les trafiquants de drogues qui construisent des pistes de fortune pour exporter la cocaïne, par les propriétaires de scieries qui saccagent la forêt et par les colons quechua. Dans la vallée de Santa Cruz, ces derniers sont arrivés en prétendant avoir été chassés de l'altiplano au début des années 1990 par la violence sentiériste. Selon les Ashaninka, il s'agit en réalité des gens qui cultivaient la coca dans d'autres régions d'Amazonie et qui veulent reprendre cette activité à Santa Cruz, attirant ainsi les trafiquants de drogues et les guérilleros. D'après des informations fournies par Chirisente Mahuaca, un des principaux

leaders de la tribu, au correspondant de l'OGD, les Ashaninka se sentent en outre indirectement menacés par des projets qu'ils attribuent à la compagnie pétrolière française Elf Aquitaine. Selon Mahuaca, les représentants d'Elf Aquitaine exerceraient des pressions sur le gouvernement péruvien afin qu'il «pacifie» la zone de prospection de la Selva Central que l'entreprise *Compagnie Générale de Géophysique*, sous-traitante de la compagnie pétrolière française, a dû quitter l'année dernière à la suite d'une attaque du Sentier lumineux. Selon les Ashaninka, si l'armée pénétrait dans la zone, cela signifierait qu'elle passerait leurs villages au peigne fin à la recherche des sentiéristes. En effet, les détachement des maoïstes sont composés dans leur majorité de jeunes ashaninka capturés et élevés par la guérilla dans «des zones libérées» alors qu'ils étaient encore enfants. Autre inquiétude de Chirisente Mahuaca : le fait que l'entreprise de prospection pétrolière engage comme ouvriers des membres des milices d'auto-défense antisentiéristes ashaninka. La pacification pourrait donc également déboucher sur des affrontements internes menaçant une nouvelle fois les Ashaninka qui avaient réussi à survivre à 12 ans de guerre en Amazonie.

### *Les États-Unis marquent leur distance*

À la mi-mai 1998, le «Tsar» McCaffrey a passé quelques heures au Pérou durant lesquelles il s'est réuni avec les responsables de la lutte antidrogues. Alors qu'il avait quitté le pays, la chaîne de télévision péruvienne *Canal 5* diffusait un reportage où Vladimiro Montesinos (un des plus proches conseillers du président Fujimori, ex-honorable correspondant de la CIA, chef occulte des services secrets et des escadrons de la mort, à la fois protecteur des trafics de drogues et responsable de la lutte contre le narcotrafic) déclarait au haut fonctionnaire américain qu'il convenait de modifier la législation en matière de répression du trafic. Il semble que cette rencontre, dont le montage était fait pour mettre en valeur Montesinos, avait été filmée au cours du précédent passage du Tsar, en avril. Le 14 mai, McCaffrey donnait une conférence de presse à Washington, entouré d'organisations de défense des droits de l'Homme, au cours de laquelle il déclarait notamment qu'il se sentait «offensé» par la façon dont Montesinos avait «utilisé [sa] visite au Pérou pour tenter de redorer son blason aux yeux des Péruviens». Il ajoutait qu'il avait écouté «avec une grande préoccupation les allégations contre monsieur Montesinos, et [qu'il devait] admettre [qu'il] les partageait». McCaffrey oublia de dire qu'il avait lui-même congratulé Montesinos lors d'une précédente visite au Pérou du 22 au 24 octobre 1996<sup>95</sup>, bien que de graves et concordantes accusations aient été portées depuis longtemps contre ce dernier.

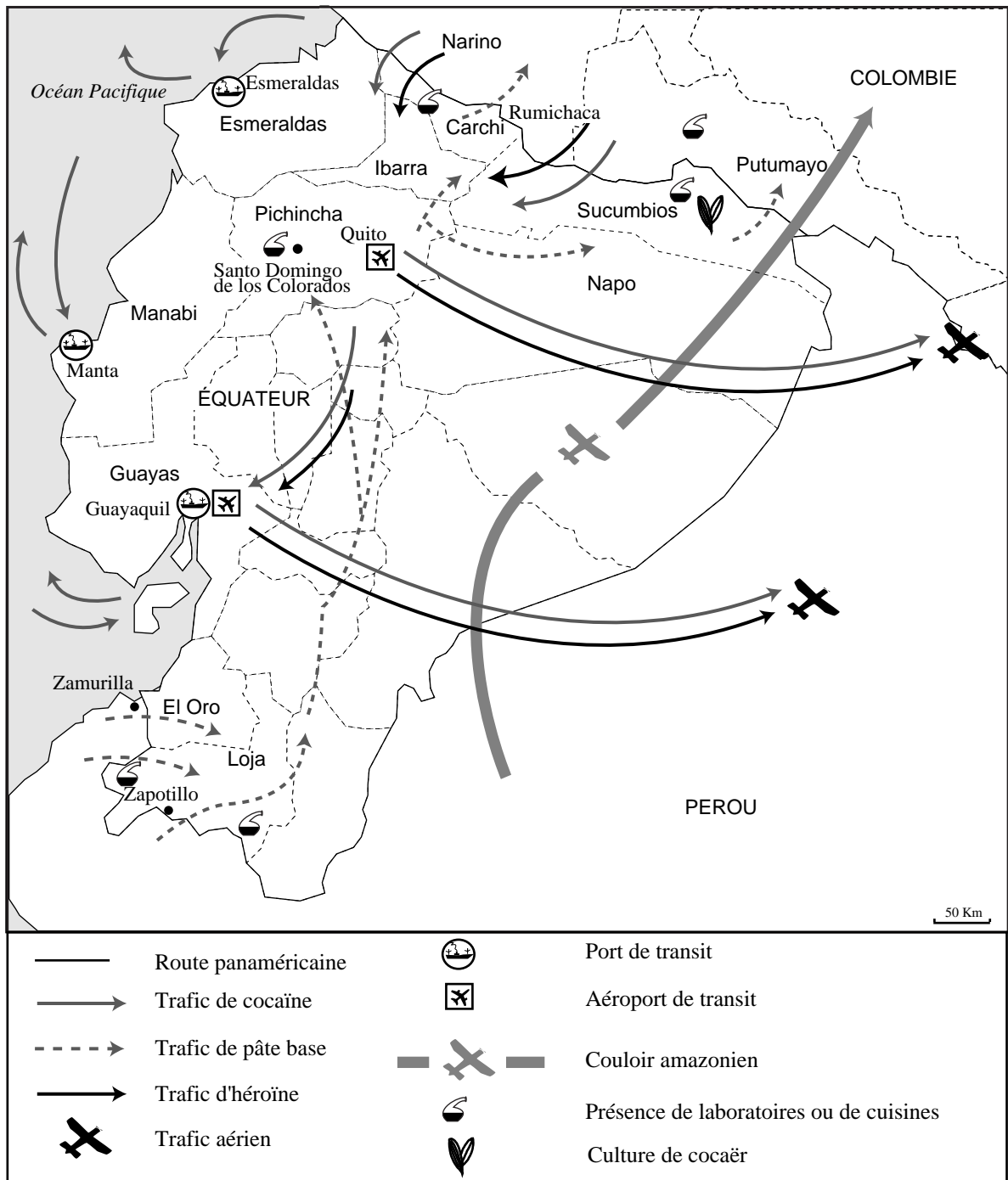
## **EQUATEUR**

L'Équateur a été longtemps considéré avant tout comme une voie de transit entre le Pérou, premier producteur mondial de la matière première de la cocaïne (feuilles de coca et pâte base de cocaïne) à sa frontière sud, et la Colombie, qui est le principal pays raffineur-exportateur du produit fini, à sa frontière nord. Même si, du fait de sa position géographique, il continue de jouer ce rôle, les fonctions de l'Équateur dans la chaîne du trafic des drogues se sont considérablement diversifiées. Il n'est plus seulement un pont, mais il participe au stockage de la drogue, à la contrebande de précurseurs chimiques et au blanchiment de l'argent du trafic. La découverte de laboratoires montre qu'après avoir apparemment échoué en voulant faire de ce pays un producteur de feuilles de coca et d'opium sur une échelle significative, les trafiquants investissent désormais dans la transformation de la matière première

---

<sup>95</sup> Voir GMD (1996-1997), pp. 210-211.

de la cocaïne. Enfin, même si elle n'a pas atteint le niveau constaté chez les



Carte XIII : Production et trafic de drogues en Équateur

voisins péruvien et colombien, la corruption n'épargne aucune des institutions chargées de mener la lutte contre le narcotrafic.

### ***L'échec des cultures illicites***

C'est dans les années 1980 que l'Équateur s'est inséré dans l'économie de la drogue. La pâte base de cocaïne venue du sud empruntait la route, les fleuves et, surtout, un couloir aérien conduisant en Colombie. À la même époque, la tentative de développer les cultures de cocaier dans un pays où, contrairement à la Bolivie et au Pérou, il n'existe pas de tradition indigène de consommation de la feuille de coca, fut mise en échec par les campagnes d'éradication menées par le gouvernement de León Febres Cordero (1984-1988). Il n'existerait plus, en 1998, que quelques centaines d'hectares dans toute l'Amazonie équatorienne. Cependant, certaines sources signalent un accroissement de ces cultures dans plusieurs régions, en particulier dans la province de Sucumbios qui se trouve face au département du Putumayo, une des plus grandes régions de production de Colombie.

Les essais de culture de pavot n'ont pas été plus fructueux. En 1994-1995, quelques années après que la production d'opium ait fait une percée en Colombie, elles sont apparues en Équateur où l'on signalait la présence «d'experts asiatiques». Des problèmes écologiques autant que l'action de la répression ont fait échouer ces tentatives bien que l'on signale encore, ici et là, quelques lopins de culture.

### ***Du transit aérien aux voies maritimes***

Le pont aérien des «avionnettes» chargées de drogues, d'armes et d'argent, qui empruntaient l'espace aérien équatorien entre le Pérou et la Colombie jusqu'au milieu des années 1990, a été remplacé par la voie maritime et une toile d'araignée de routes terrestres. Le conflit militaire de 1995 entre l'Équateur et le Pérou, causé par un différend frontalier (actuellement en voie de résolution), est la raison principale de ce changement. Les radars mis en place par les forces armées équatoriennes pour parer à d'éventuelles violations de leur espace aérien par les Péruviens, en particulier le long du «couloir amazonien», ont rendu son utilisation par les trafiquants trop risquée. Bien qu'ils n'aient pas complètement renoncé à cette voie (comme le suggère l'accident dont a été victime dans le nord du Pérou, en février 1998, un avion chargé de 400 kg de pâte base de cocaïne qui se rendait probablement en Colombie via l'espace aérien équatorien), ils préfèrent utiliser désormais la voie maritime pour les quantités importantes de produit fini destinées aux États-Unis et à l'Europe.

En ce qui concerne le Vieux continent, les destinations recensées depuis deux ou trois ans sont l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne, la Russie, l'Ukraine et la Roumanie. On a également découvert des envois à destination de Côte d'Ivoire et du Bénin. Les ports de transit les plus utilisés en Équateur sont ceux de Guayaquil, Manta et Esmeralda. Pour déjouer les contrôles, la stratégie employée consiste à transborder la drogue de petits bateaux sur des cargos dans les eaux internationales, en particulier à proximité des îles des Galapagos. En 1996, 7,8 tonnes de cocaïne ont été saisies sur un bateau marchand appartenant probablement au cartel de Cali qui se rendait aux États-Unis via le Panama et le Mexique. Pour ne citer que quelques affaires récentes, en octobre 1997, une organisation criminelle qui venait d'envoyer une tonne et demie de cocaïne au Mexique, via l'Équateur sur un bateau de pêche, a été démantelée. Un mois plus tard, c'est la police équatorienne qui saisissait 448 kg de cette drogue dans un chargement de poissons congelés destiné à Miami. Le chef de la bande était un Colombien résidant à Panama. En mars 1998, 20 t de marijuana ont été détectées dans le port de Guayaquil sur un bateau en provenance du port de Buenaventura en Colombie. Il se dirigeait vers un port de la province d'El Oro afin de livrer la drogue à une entreprise bananière, qui devait réaliser le camouflage avant de la

réexporter. La dernière affaire importante recensée durant le premier semestre de 1998 concerne la saisie, début mai, de 230 kg de cocaïne dans un conteneur de lentilles dans le port de Guayaquil. Pour faire face à l'ampleur prise par le trafic, en particulier maritime, l'ambassade des États-Unis a organisé un programme d'entraînement appelé SIPA (Servicio de Información Portuaria y Aérea) qui reposera principalement sur des actions de renseignements.

### *Des voies terrestres à double sens*

Lorsque la pâte base de cocaïne destinée aux nombreux laboratoires colombiens que les trafiquants ont installé le long de la frontière équatorienne emprunte la voie terrestre, elle entre principalement dans le pays par les localités de Zapotillo et Zarumilla. Elle transite ensuite par les routes des provinces de Loja et d'El Oro jusqu'à la panaméricaine qui traverse le pays du sud au nord. Elle passe souvent la frontière par le pont de Ruminchaca où le trafic est très intense. Les contrôles y sont d'autant moins stricts que les deux pays ont signé un accord assurant la libre circulation des marchandises légales. Mais des routes secondaires, tout le long d'une frontière extrêmement perméable, sont également utilisées pour acheminer la drogue et également pour exporter des produits chimiques et des armes.

Selon un rapport de la représentation équatorienne d'Interpol, des gangs mixtes, équatoriens, colombiens et péruviens, se sont installés en Équateur pour assurer le passage de la drogue. Les Colombiens, souvent liés aux organisations de Cali, qui étaient les plus nombreux parmi les étrangers, ont tendance à être peu à peu supplantés par les Péruviens. Des non latino-américains sont également actifs. Ainsi, la police française soupçonne certains compatriotes de s'organiser pour expédier de la cocaïne en Europe. Les Africains, notamment Ghanéens et Nigériens, au départ simples «passeurs-avaleurs», forment des réseaux de plus en plus structurés. En 1996, selon des sources indépendantes, 5 cartels colombo-équatoriens, 30 organisations locales et une soixantaine de petits entrepreneurs de différentes nationalités auraient été actifs dans le pays. Pourtant, si la police admet l'existence de gangs, elle nie celle d'importants «cartels» comme celui des «Reyes Magos» (la famille Reyes – les Rois –, à laquelle la malice populaire a accolé le nom de «Mages») qui a opéré jusqu'en 1992, date à laquelle son chef, Jorge Hugo Reyes Torres, a été arrêté. Cependant, d'autres membres de la famille seraient toujours liés au trafic. S'il est vrai que quelque 50 t de cocaïne transitent par l'Équateur chaque année (estimations que le montant des saisies rend plausible), cela implique l'existence d'organisations relativement bien structurées.

En octobre 1997, 200 kg de cocaïne «semi-raffinée» ont été saisis dans une camionnette qui se rendait du Pérou à la ville colombienne d'Ipiales, à la frontière nord de l'Équateur. En mai 1998, 122 kg de pâte base de cocaïne destinés à l'Équateur ont été découverts par la police péruvienne à la hauteur de la ville de Piura. L'ampleur des activités de transformations de l'autre côté de la frontière colombienne suggère elle aussi l'existence de groupes criminels importants en Équateur. Ainsi, à la fin du mois de février 1998, la police colombienne a détruit 21 laboratoires clandestins au cours d'une seule opération qui s'est déroulée dans le département du Putumayo. Une soixantaine d'autres laboratoires avaient été découverts, le même mois, dans une région située entre la rivière Gamuez et le village de Puerto Umbría. Dans l'autre sens, à travers les provinces du nord, Esmeraldas, Carchi et Sucumbios, arrivent de Colombie du chlorhydrate de cocaïne et de l'héroïne destinés aux ports et aux aéroports équatoriens d'où ils seront exportés aux États-Unis, en Europe et en Afrique.

Ces activités illicites sur une large échelle sont source d'insécurité. La province de Sucumbios est en particulier un véritable Far West où vont et viennent guérilleros et narcotrafiquants colombiens, soit lorsqu'ils sont sous pression chez eux, soit plus simplement pour s'approvisionner en denrées de

premières nécessité. En règle générale, leur intérêt est de ne pas provoquer les forces de l'ordre dans ce qu'ils considèrent comme une zone refuge. De leur côté, les militaires équatoriens qui sont chargés de défendre la région frontalière n'interviennent que si la loi est violée. Cela évite que les conflits qui se développent sur une large échelle en Colombie ne se prolongent jusqu'en Équateur. Cependant, les dérapages – attentats, embuscades, règlements de compte – assez fréquents révèlent la relative impuissance de l'État équatorien à faire régner l'ordre dans la région.

### ***Précurseurs chimiques, laboratoires et blanchiment***

La contrebande de produits chimiques, fondée notamment sur la surévaluation des besoins de l'industrie locale, s'est développée dès la fin des années 1980. Des études extrêmement précises estiment que 28 % des importations licites de ces substances par l'Équateur étaient détournées. Elles étaient ensuite acheminées, par des organisations criminelles spécialisées dans cette activité, à travers la jungle jusqu'aux laboratoires colombiens. Les autorités ayant imposé des contrôles plus sévères, les détournements ont continué selon de nouvelles modalités, beaucoup plus radicales : attaques des entrepôts où ces produits sont stockés et des camions qui les transportent, «perte» des conteneurs avec la complicité des employés des entreprises, etc. Ces pratiques sont particulièrement courantes dans la zone proche de la Colombie où les industries pétrolières utilisent ces produits en abondance. Dans certains cas, on soupçonne même qu'il s'agisse d'un deal entre les trafiquants et les compagnies soumises au chantage du sabotage de leurs installations.

L'approvisionnement en produits chimiques assuré, il était tentant pour les trafiquants d'installer leurs laboratoires en Équateur. La plus importante fabrique, capable de produire 500 kg de pâte base de cocaïne par semaine, a été découverte non loin de Santo Domingo de los Colorados, au nord-ouest du pays. Elle était approvisionnée en feuilles de coca – qui traversaient pour y parvenir la plus grande partie du pays – du Pérou. Différentes sources signalent l'existence d'autres «cuisines» fonctionnant le long des frontières sud et nord. Il est évident que leur existence ne peut que stimuler le développement des cultures locales de cocaïers.

En évaluant à 3 milliards de dollars l'argent de la drogue blanchi chaque année en Équateur, les autorités sont les premières à souligner l'ampleur prise par les activités illicites dans le pays. Les instruments de ce blanchiment sont les circuits financiers, la construction et les entreprises agro-industrielles. Des maisons de change et des banques sont en particulier soupçonnées depuis que la *Banque des Andes* (aujourd'hui fermée) et la *Banque Ruminahui*, propriété des Forces armées, ont été prises en flagrant délit. Malgré cela, et bien que plusieurs militaires aient été impliqués à titre personnel dans le trafic des drogues, les gouvernements successifs se comportent comme si l'armée était au-dessus de tout soupçon. Les autorités ayant confié aux militaires la tâche de fournir un appui en matière de logistique et de renseignements à la police dans le cadre de la lutte contre la drogue, les États-Unis se contentent de relever une certaine «inefficacité» de leur part. La police est donc la seule à être montrée du doigt en matière de corruption.

La justice n'est pas non plus exempte de tout reproche. C'est la raison pour laquelle les États-Unis financent et conseillent un projet de réforme en profondeur de cette institution. Le Département d'État américain, à travers son ambassade, exerce également de fortes pressions pour que le gouvernement signe un traité d'extradition avec les États-Unis. Le narcotraffic est également devenu une arme politique, en particulier durant les campagnes électorales comme l'élection présidentielle qui s'est déroulée en 1998. La frère de Jamil Mahuad, le président élu, a été particulièrement montré du doigt. Cependant,

bien que des soupçons sérieux pèsent sur certains groupes politiques, aucune preuve n'a été apportée jusqu'ici concernant leurs liens avec le narcotraffic.

## **ARGENTINE**

Les trafiquants de drogues n'ont pas attendu les perspectives ouvertes par le Marché commun du Cône Sud – le Mercosur, qui unit l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil et auquel se sont «associés» le Chili et la Bolivie – pour faire de l'Argentine, qui possède une frontière commune avec tous ces pays, une plaque tournante du trafic. L'intégration économique de ce vaste espace a pourtant donné un nouvel élan à leurs activités illicites. Et cela d'autant que certains de ces pays sont exportateurs de cocaïne (Bolivie et Brésil) ou de marijuana (Brésil et Paraguay) et que l'Argentine offre à la fois un vaste marché de consommation et un accès à l'océan Atlantique qui permet l'exportation, principalement de la cocaïne, en Europe.

Si la politique néolibérale ou «Plan de Convertibilité» mise en place par le gouvernement Menem a permis de juguler l'inflation et posé les bases d'un retour à la croissance, elle a eu des conséquences sociales très négatives, en particulier sur le chômage (17,3 % en 1997) auquel s'ajoute un «sous-emploi» structurel de grande ampleur. La pauvreté touche particulièrement la région du Grand Buenos Aires, où vit le tiers de la population du pays, et les provinces du Nord-Ouest (Salta, Jujuy, Tucumán, Catamarca et La Rioja) où la présence de l'État et de ses services de répression laisse à désirer.

Sa stabilité récente fait également de l'Argentine un centre de blanchiment dissimulé derrière le flux des investissements dans le secteur des services. Enfin, la corruption à tous les échelons des services de l'État, et jusque dans les sphères du pouvoir, favorise le développement de tous les trafics.

### ***Le pipeline de la cocaïne***

Les trafiquants colombiens ayant depuis quelques années considérablement développé chez eux une production de matière première (feuilles de coca et pâte base de cocaïne) qui leur permet aujourd'hui d'être devenus pratiquement autosuffisants pour l'élaboration du chlorhydrate de cocaïne, leurs homologues boliviens fabriquent désormais eux-mêmes le produit fini (chlorhydrate de cocaïne) sur une grande échelle. Faute de pouvoir concurrencer les Colombiens et les Mexicains sur le marché des États-Unis, les Boliviens se sont tournés vers un marché européen en pleine expansion.

Le transit de la cocaïne bolivienne s'effectue par les débouchés naturels que sont le sud du Brésil, le Paraguay et l'Argentine. Celle-ci a 742 kilomètres de frontière avec la Bolivie et 1699 avec le Paraguay. Il est très aisé d'introduire dans les régions peu peuplées du nord-ouest de l'Argentine des quantités importantes de drogues par la route, par avion ou par le fleuve Paraná dans le cas du Paraguay. En outre, l'Argentine a passé des accords bilatéraux avec la Bolivie et le Paraguay qui interdisent de contrôler des conteneurs en transit destinés à un pays tiers.

Mais les trafiquants colombiens étendent également les tentacules de leurs trafics jusqu'en Argentine où plusieurs saisies importantes ont eu lieu, soit sur des bateaux ayant en général transité par le Chili, soit à proximité d'aéroports clandestins dans des régions du centre du pays. En 1997 plus de 5 t de cocaïne ont été saisies en Argentine (contre 2,3 t en 1996). La plus importante saisie jamais réalisée dans le pays a été celle, à Buenos Aires à la fin du mois d'avril 1997, de plus de 2 t de cocaïne colombienne dans un chargement de pulpe de fraises destiné à l'Allemagne. Il s'agissait d'une opération conjointe entre des trafiquants de Cali et une organisation brésilienne bénéficiant de complicités en Argentine. Une dizaine



de tonnes de cocaïne, entreposées au Brésil, était sur le point d'emprunter la même filière. Les autorités argentines estiment qu'au moins 20 t de cocaïne transitent chaque année par le pays.

En mai 1998, la police de Mendoza a saisi 20 kilogrammes de cocaïne bolivienne sur le point d'être envoyés en France. Selon des informations recueillies sur place par un correspondant de l'OGD, il existerait un trafic de cocaïne entre l'Argentine et la France sous couvert d'exportation de chevaux. Ces derniers, de vieux canassons, seraient en fait des «mules» dont les intestins sont bourrés de drogues. Le volume de cocaïne transportable est dans ce cas plus important que celui dont sont chargés les dizaines de passeurs, désignés sous le terme générique de «fourmis» (latino-américaines, africaines et européennes), qui embarquent ou transitent régulièrement par les aéroports d'Ezeiza (Argentine) et de Carrasco (Uruguay) à destination de l'Europe. Ces passeurs empruntent principalement les vols de la compagnie russe *Aeroflot* dont la plaque tournante pour l'Afrique est l'aéroport Amilcar-Cabral dans l'île cap-verdienne de Sal. De l'héroïne colombienne, en transit vers l'Europe, est également saisie en quantité croissante, notamment à l'aéroport d'Ezeiza : 5,81 kg en 1996 et 38,55 kg en 1997.

La cocaïne n'est pas seulement destinée à être exportée en Europe, mais elle alimente aussi une importante consommation intérieure dans les grandes villes comme Buenos Aires, Rosario et Córdoba ainsi que, durant l'été austral, dans les grands stations balnéaires comme Mar del Plata et sa jumelle uruguayenne Punta del Este. En octobre 1997 par exemple, la police fédérale a démantelé une organisation de trafiquants argentins et saisi 400 kg de cocaïne dont une partie était destinée à être exportée en Europe et le reste distribué sur le marché interne. Les saisies de marijuana, destinée au marché interne, sont également à la hausse : 13,7 t en 1997 contre 8,8 t en 1996.

### *Un marché interne porteur*

On a pu d'abord considérer que la cocaïne consommée en Argentine provenait des retombées du transit de cette drogue. Mais il est devenu clair aujourd'hui qu'une partie des importations est directement destinée au marché interne. À tel point que des trafiquants argentins se sont mis eux-aussi à transformer de la pâte base de cocaïne pour l'alimenter. Si les laboratoires qui ont été démantelés depuis le début des années 1990 dans les provinces du nord (Salta et Jujuy), non loin de la frontière bolivienne, produisaient pour l'exportation, la police estime qu'il existe aujourd'hui une centaine de ces «cuisines» dans le grand Buenos Aires capables d'élaborer, à elles toutes, une tonne de cocaïne par mois. Ainsi, en septembre 1997, la police de Buenos Aires a découvert dans la banlieue de la capitale un laboratoire qui transformait de la pâte base bolivienne en chlorhydrate, dont 16 kg ont été saisis.

Traditionnellement, les Argentins consommaient de la marijuana et des drogues de synthèse. Une récente étude de l'Association argentine de médecine du travail indiquait que le désespoir provoqué par l'absence de perspectives de promotion et la concurrence féroce sur le marché du travail poussaient de nombreux individus à consommer des drogues, soit pour être plus performants (dans le cas de la cocaïne et de l'amphétamines), soit pour s'évader de la réalité, dans le cas des barbituriques, du LSD, de la marijuana et de l'alcool. La revente de la cocaïne est en outre devenue une source de revenus, non seulement pour les secteurs populaires, mais également pour une frange des classes moyennes qui tombe dans la marginalisation.

Au début des années 1980, la cocaïne était réservée aux milieux aisés. Le kilogramme de cette drogue valait à Buenos Aires de 20 000 à 40 000 dollars. En juin 1998, le kilogramme vaut 2 000 dollars en Bolivie et environ 10 000 dollars dans la capitale argentine. Dans la rue, le gramme est payé de 10 à 40

dollars en fonction de sa pureté. La plus mauvaise qualité est consommée dans les bidonville et la meilleure dans les quartiers de classe moyenne. C'est également le cas dans les villes de province.

En 1989, le Secrétariat pour la prévention et le contrôle du trafic des drogues (SEDRONAR) estimait à 60 000 le nombre de consommateurs des drogues illicites dans le pays. Selon une étude publiée par le même organisme en 1998 et portant sur l'année 1996, ils seraient 340 000 (environ 1 % de la population) et 59 % d'entre eux sont des chômeurs. On estime que 27,46 % des usagers de drogues ne consomment qu'un seul produit et, dans 75,39 % des cas, il s'agit de cocaïne. Chez les polyusagers, 80,68 % consomment de la cocaïne ; 40,77 % de la marijuana ; 5,90 % du LSD et d'autres drogues de synthèse ; 1,93 % des opiacés et, c'est une nouveauté, 1,28 % de la pâte base de cocaïne (*basuko*). Il est à noter que la consommation de cocaïne par voie intraveineuse est assez courante et contribue à la propagation du SIDA. Bien que les stimulants de synthèse n'aient pas été isolés dans l'enquête, il est indéniable que l'ecstasy fait l'objet d'un usage récréatif croissant dans les milieux aisés qui fréquentent les boîtes de nuit de Buenos Aires et les *rave parties* des stations balnéaires. Au mois de décembre 1996, 800 pilules d'ecstasy ont été saisies au cours de raids dans ces établissements. L'importance de l'industrie pharmaceutique en Argentine et le fait que de nombreux chimistes sont au chômage laissent craindre qu'une production nationale de drogues de synthèse destinée, non seulement au marché intérieur, mais également à celui des pays voisins pourrait se développer dans un avenir proche.

### *Un système de corruption institutionnalisé*

C'est dans la province de Buenos Aires que se trouve la plus importante plaque tournante du trafic international des drogues et le plus grand marché de consommation d'Argentine. C'est une chance pour la police de la province, très mal formée et fort peu payée, qui compte environ 45 000 membres. Au cours des deux dernières années, au moins 2 000 d'entre eux, dont pratiquement tous les officiers supérieurs, ont été radiés pour corruption, violation des droits de l'Homme, vol à main armée ou trafic de drogues. En juillet 1996, une unité chargée de la lutte contre la drogue qui, soit couvrait les dealers, soit se livrait elle-même collectivement à la distribution de cocaïne dans la zone sud du grand Buenos Aires, a dû être démantelée après que certains de ses agents aient été filmés en flagrant délit par une équipe de télévision. La police de la province de Río Negro, en Patagonie, fait également l'objet d'une enquête pour une affaire de meurtres qui pourrait être liée à la drogue. Beaucoup des policiers sanctionnés sont devenus des gangsters à plein temps.

À la fin de l'année 1997, le gouverneur de la province, Eduardo Duhalde – le rival du Président Menem à l'intérieur du parti péroniste, qui aspire à lui succéder – a dû procéder à une réorganisation complète de sa police et avoir recours, pour lutter contre le trafic de drogues, à la police fédérale, à la gendarmerie, aux gardes-côtes et au service de renseignements (SIDE). Mais les autres organismes de répression n'échappent pas non plus à la corruption. En 1996 et 1997, 400 employés des douanes ont été envoyés devant les tribunaux pour avoir participé à des activités de contrebande qui ont fait perdre à l'État plus d'un milliard de dollars. On peut supposer que ces fonctionnaires n'étaient pas non plus très vigilants à l'égard du trafic des drogues.

C'est dans ce contexte qu'a pu surgir, il y a une dizaine d'années, le personnage d'Alfredo Yabrán. D'origine syrienne comme le président Menem, il était un de ses intimes, comme l'avait été quelques années plus tôt le grand trafiquant d'armes et de drogues Monzer al-Kassar. Parti de rien, Yabrán est devenu en un temps record propriétaire ou actionnaire majoritaire d'une série de sociétés : transport de fonds et *clearing* bancaire ; transport commercial ; émission et remise des permis de port d'armes ; impression et remise de passeports et de cartes d'identité ; entreprises de gardiennage formées d'ex-

tortionnaires issus de l'école de mécanique de la Marine ; taxis aériens ; courrier privatisé ; hôtels 5 étoiles. Un des exemples les plus troublants de ses activités est l'achat, fin 1996, par sa société *Edcassa* – spécialisée dans le contrôle du fret à l'aéroport – d'un scanner *IOSCAN*, capable de détecter les moindres particules de stupéfiant dans les conteneurs, à la *Société française d'exportation du ministère de l'Intérieur (SOFREMI)*, société à capitaux mixtes. Cet achat sert à justifier le fait que la société *Edcassa* – bien qu'elle n'utilise en fait que très rarement cet appareil de haute technologie – assume les contrôles qui devraient être exercés par les douanes, qui ne font désormais plus que de la figuration. D'autre part, le contrôle du courrier aérien est effectué par la société *OCA* (résultant de la privatisation des postes) acquise par Yabrán, qui assume elle aussi la fonction de «douanes parallèles» dans les aéroports. Selon des observateurs indépendants et des agents de services officiels, cette surprenante mainmise sur le contrôle du fret dans les aéroports aurait permis le passage de nombreux envois de cocaïne.

La police fédérale et la DEA soupçonnent Yabrán d'être mêlé au trafic de drogues et au blanchiment d'argent. C'est l'ex-ministre de l'économie, Domingo Cavallo, qui a fait sortir Yabrán de l'ombre en l'accusant d'être à la tête d'une mafia entourant le président. L'ex-membre de la police de Buenos Aires, qui assassina le journaliste José Luis Cabezas en janvier 1997, travaillait pour Yabrán, qui l'aurait puni pour avoir pris clandestinement la seule photographie qui existe de lui. Mais cet assassinat a peut-être d'autres motifs. Par exemple, le fait qu'au moment de sa mort Cabezas menait une enquête sur le trafic de drogues auquel se livrait la police provinciale dépendant d'Eduardo Duhalde dans les stations balnéaires de la Côte atlantique. Le 24 mai 1998, alors qu'un juge fédéral venait de lancer un mandat d'amener contre lui, Yabrán s'est suicidé dans des conditions qualifiées de «suspectes». La presse et de nombreux observateurs se demandent à qui profite cette disparition.

### ***Les effets pervers de l'investissement***

À la suite de la mise en œuvre du «Plan de Convertibilité» visant à favoriser les investissements étrangers, en particulier dans le secteur des services, ces investissements se sont élevés en six ans (si on inclut les privatisations des secteurs nationalisés) à 29 milliards de dollars. L'Argentine pourrait encore recevoir 12 milliards de dollars dans les deux prochaines années. Les signes les plus visibles de ces investissements sont les hôtels, les casinos, les centres commerciaux, les stations d'essence qui ont poussé comme des champignons à Buenos Aires et dans les centres touristiques de Pinamar, Mar del Plata, Córdoba et dans les stations de sport d'hiver de Patagonie. Les montages financiers auxquels donnent lieu ces investissements sont souvent loin d'être transparents pour les services de contrôle argentins et le gouvernement américain qui soupçonnent qu'ils pourraient dissimuler des opérations de blanchiment de capitaux provenant du trafic des drogues en Argentine ou à l'étranger. Selon des estimations récentes, la vente des drogues en Argentine génère annuellement entre 700 millions et 1 milliard de dollars.

Des sources de la Banque centrale d'Argentine nous ont appris, sans donner plus de détails, qu'il existe actuellement 40 enquêtes portant sur des affaires de blanchiment, dont deux sont sur le point d'être renvoyées devant les tribunaux. Les précédents fameux ne manquent pas. L'affaire «Polar Cap», menée par le FBI en 1989, avait permis de démanteler une organisation qui avait blanchi en deux ans 400 millions de dollars en simulant des importations d'or d'Uruguay pour en faire des bijoux exportés aux États-Unis. Une autre affaire, impliquant également des transactions (réelles cette fois mais frauduleuses) sur de l'or, réalisée par une entreprise nommée *Casa Piana*, a abouti en 1997 à l'arrestation de son directeur aux États-Unis. En revanche, le procureur qui s'occupait du volet argentin de l'affaire, Pablo

Lanusse, menacé de mort ainsi que les membres de sa famille et surtout découragé par le manque de coopération du système judiciaire, a clos le dossier en décembre 1996.

Sous la pression des États-Unis, SEDRONAR a présenté en 1996 un projet de lutte contre le blanchiment d'argent qui, outre les capitaux de la drogue, vise ceux provenant des activités terroristes, du trafic d'êtres humains et d'organes et de la corruption administrative. Une Agence d'information financière (UIF) recevrait les dénonciations de transactions suspectes par les banques et les autres institutions financières. Des observateurs estiment que le secteur bancaire se livre à un lobbying très actif pour faire rejeter le projet, au point que SEDRONAR a dû en présenter une nouvelle version début juin 1998.

## PARAGUAY

Les manifestations de la corruption liée au trafic de drogues sont aujourd'hui moins spectaculaires qu'au début des années 1990, lorsque le Paraguay sortait à peine de la dictature du général Stroessner. Par exemple, en octobre 1994, le général Ramón Rosa Rodríguez, chef du Service national antidrogues (SENAD) avait été assassiné par son adjoint qui le conduisait à l'hôpital<sup>96</sup>. Le général Rodríguez enquêtait sur l'implication dans le trafic de cocaïne de l'ex-président, le général Andrés Rodríguez. En 1994 toujours, le commandant en chef de l'armée, le général Humberto Garcete, a dû démissionner pour avoir été impliqué dans un réseau de vol de voitures. Aujourd'hui, la corruption qui continue à gangrener la police, l'armée et la justice se manifeste par exemple à travers le fait qu'en septembre 1997 les forces de répression n'avaient saisi que 61 kilogrammes de cocaïne depuis le début de l'année alors que la DEA estime que 1 500 kg de cette drogue transitent par le pays chaque mois.

L'attention s'est focalisée, en 1997 et 1998, sur la ville paraguayenne de Ciudad del Este (ex-Puerto Stroessner) qui est devenue un des points chauds des relations entre le gouvernement des États-Unis et le bloc des pays du Mercosur, marché commun qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ainsi que deux pays associés, la Bolivie et le Chili. Située stratégiquement sur la frontière commune entre l'Argentine, le Paraguay et le Brésil, cette ville constitue la principale zone des trafics de toute nature et des activités «subversives» dans le Cône Sud. Cette situation permet aux États-Unis, en mettant en avant la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, qui deviennent effectivement incontrôlables, de renforcer leurs intérêts géopolitiques. L'instrumentation de l'Argentine, leur principal allié dans la région, pour mettre au pas le Paraguay leur donne la possibilité de contrebalancer l'influence du géant brésilien à l'intérieur du Mercosur et d'exercer indirectement un contrôle sur cet «espace unique».

### *La Mecque de tous les trafics*

À l'époque de la dictature de Stroessner (1954-1989), Ciudad del Este était le lieu privilégié de rendez-vous discrets des représentants des gouvernements militaires du Cône Sud, des envoyés de Taiwan, de la Corée du Sud, et même de la loge italienne P2 et de la secte Moon. La fin de la guerre froide a fait de cette ville cosmopolite un pot-pourri de la criminalité internationale – notamment latino-américaine, chinoise et proche orientale – qui se partage des activités telles que la fabrication de faux dollars et de

---

<sup>96</sup> Voir GD (1995), pp. 223-225.

faux documents d'identité, le trafic de drogues et d'armes, la revente (ou l'échange contre de la cocaïne) de voitures volées en Argentine et au Brésil, ainsi que le blanchiment d'argent sur une grande échelle.

En ce qui concerne la criminalité latino-américaine, elle est non seulement représentée par les «cartels» colombiens et boliviens, mais également par des groupes de militaires ou d'ex-militaires paraguayens, argentins et uruguayens qui ont participé à la «guerre sale» dans leurs pays respectifs, et par des policiers qui y sont poursuivis pour trafic de drogues. Selon des sources proches de la DEA, les triades chinoises y sont représentées par des Taiwanais qui se sont infiltrés au sein de la florissante communauté de commerçants de leur pays installée à Ciudad del Este. Ces triades se livrent au racket, à la contrebande et à la fabrication de faux documents argentins destinés aux immigrants chinois voulant entrer aux États-Unis (les ressortissants argentins étant les seuls en Amérique latine pour qui Washington n'exige pas de visa). Elles s'investissent également, et de plus en plus, dans le trafic de cocaïne destiné à l'Extrême-Orient. La presse paraguayenne a rapporté, le 25 juillet 1998, l'arrestation de deux Chinois représentant une organisation de racketteurs et de trafiquants de drogues appelée Taichen. Son parrain à Ciudad del Este est un certain Jun Hong, représentant d'une triade de Hong Kong.

Les groupes islamistes intégristes, en particulier le Hezbollah libanais soutenu par l'Iran, se sont quant à eux fondus au sein de la prospère communauté libanaise de 20 000 personnes (10% de la population de la ville). La colonie syro-libanaise d'Argentine remonte à la vague d'émigrés munis de passeports turcs qui s'est installée dans le nord du pays au début du siècle. Mais la population libanaise actuelle de Ciudad del Este est composée surtout de musulmans arrivés dans les années 1970 à la suite du déclenchement de la guerre civile dans leur pays. Les membres les plus éminents de cette communauté ont engagé d'ex-officiers du KGB ou de l'Armée rouge comme gardes du corps. Les pistes les plus récentes suivies par la justice argentine concernant les attentats perpétrés contre l'ambassade d'Israël en 1992 (une trentaine de morts et cent blessés) et la communauté juive de Buenos Aires (AMIA, la mutuelle israélite, en 1994 : 86 morts et plusieurs centaines de blessés) conduisent toutes à Ciudad del Este. Elles ont été confirmées par le terroriste iranien Manouech Moatamer détenu aux États-Unis et qui a été interrogé par un juge argentin. Les auteurs des attentats auraient reçu l'appui de groupes civils et militaires argentins ainsi que des éléments d'information de la police de la province de Buenos Aires. Le 30 juin 1998, les services secrets argentins (SIDE) ont accusé les fonctionnaires paraguayens d'avoir sciemment facilité les activités des auteurs de ces attentats pour des raisons purement économiques. Les activités terroristes sont vraisemblablement financées par les trafics de Ciudad del Este.

La contrebande et les mouvements de fonds sont en train d'y battre tous les records. De 1 300 à 1 500 conteneurs traversent chaque mois sans aucun contrôle le pont de La Amistad entre le Paraguay et le Brésil. Trente mille «touristes» passent chaque jour par la ville. Selon un relevé aérien dont le correspondant de l'OGD a pu prendre connaissance, il existerait une centaine de pistes d'atterrissage dans la zone. Elles sont utilisées par des petits avions qui transportent de la cocaïne dans les deux provinces où sont entreposés des stocks de cette drogue : celle de Santiago del Estero (pour la zone du centre-nord de l'Argentine, les villes de San Miguel de Tucumán et Córdoba) et celle d'Entre Ríos (les villes de Rosario, Buenos Aires et la côte atlantique). Les villes brésiliennes de São Paulo et Porto Alegre sont également desservies. Selon le ministère de l'Intérieur argentin, Carlos Corah, qui a qualifié Ciudad del Este de «sanctuaire du crime», la valeur des marchandises licites et illicites qui transitent par cette ville représenteraient annuellement 30 milliards de dollars. Le système bancaire paraguayen blanchit une grande partie de cet argent sans qu'il soit possible d'évaluer les pourcentages de ce qui provient de la contrebande, de l'évasion fiscale, de la fuite des capitaux et du trafic des drogues. Les observateurs

sont sceptiques quant à l'efficacité de la loi antiblanchiment adoptée en janvier 1997 dans le contexte d'une corruption généralisée.

### *Grandes manœuvres des États-unis face au Mercosur*

Le gouvernement des États-Unis semble décidé à crever l'abcès. Les gouvernements du Brésil et de l'Argentine, qui font figure de «tuteurs» du Paraguay, ont été discrètement avertis par Washington à la fin de l'année 1997 que ce pays pourrait être «décertifié» dans le domaine de la lutte antidrogues si la situation ne changeait pas dans un futur proche. Cependant, le Paraguay n'a pas été placé sur la liste infamante en 1998. Deux éléments préoccupent particulièrement Washington : la présence de cellules du Hezbollah et le fait que les élections présidentielles qui se sont déroulées au Paraguay en 1998 aient été remportées par Raúl Cubas Grau, un poulain du général Lino Oviedo, candidat du Parti Colorado majoritaire dans le pays. Le général Oviedo, appuyé par les secteurs les plus liés à la narco-économie, est l'auteur d'une tentative de putsch contre le président sortant Juan Carlos Wasmosy après avoir contribué à porter ce dernier au pouvoir. Fidèle aux promesses de sa campagne électorale, «Cubas au gouvernement, Oviedo au pouvoir», le nouveau président a libéré par décret présidentiel, le 18 août, son mentor. Cette violation des normes juridiques a provoqué une crise politique de grande envergure.

Les relations tendues en l'Argentine et le Paraguay tiennent au fait que les Paraguayens sont persuadés, non sans fondement, que l'Argentine est utilisée en sous-main par les Américains pour obtenir le démantèlement des trafics de Ciudad del Este. Le gouvernement de Buenos Aires aurait effectivement le pouvoir d'utiliser les mécanismes juridiques du Mercosur qui prévoient la suspension d'un pays qui ne respecte pas les règles de la démocratie. D'autre part, l'Argentine pourrait exiger que soient utilisées, dans le cadre de la lutte contre la drogue, des technologies de pointe comme les scanners pour contrôler les marchandises.

Le renouveau de confiance des États-Unis à l'égard de l'Argentine est renforcé par les informations fournies par les services secrets argentins qui ont permis de déjouer un attentat contre l'ambassade américaine à Asunción en 1996. Hugo Anzorreguy, chef des services de renseignements argentins, a été décoré par Georges Tenet, un des responsables de la CIA, «pour services distingués». Cette collaboration a également permis de capturer, à Ciudad del Este, un Libanais, Marwan Al Safadi, qui a été extradé aux États-Unis car soupçonné d'être un terroriste. Il semble que, depuis quelques mois, Washington ait voulu fermer les yeux sur les relations entre des proches du président Menem et des Arabes liés aux mouvements islamistes ou aux trafics de drogues et d'armes afin de normaliser les relations des États-Unis avec un pays qui fut pendant des décennies le meilleur allié des Américains dans la lutte anticommuniste et qui leur permet aujourd'hui d'avoir un droit de regard sur le Mercosur. À court terme, leur objectif est de contrôler un pays comme le Paraguay que sa longue tradition d'isolationnisme pousse aujourd'hui à développer une économie informelle et mafieuse.

Mais, surtout, les États-Unis veulent saboter insidieusement l'élargissement du Mercosur dont les ambitions sont en contradiction avec leur objectif de créer une Aire de Libre commerce dans les Amériques (ALCAS), de l'Alaska à la Terre de feu. En effet, le Mercosur a passé une série d'accords sous-régionaux avec les pays de la région andine, d'Amérique centrale, etc. La secrétaire d'État pour le Commerce, Charlene Barshefski, a déclaré à la mi-avril 1998 : «Nous n'avons pas d'objection à ce que se concrétisent des accords sous-régionaux. Mais nous voulons être assurés que les États-Unis se maintiendront au centre de la constellation des relations commerciales en Amérique latine». Le Brésil étant le poids lourd du Mercosur, l'administration Clinton s'appuie alors sur l'Argentine pour mettre au pas le Paraguay afin de contrebalancer son influence. Les Paraguayens ont réagi en refusant en 1997

l'ouverture d'un consulat argentin à Ciudad del Este, dont la municipalité a déclaré le ministre intérieur argentin *persona non grata* en décembre. Quant aux Brésiliens, ils ont tenté d'établir, en juin 1998, un strict contrôle douanier sur les passagers et les marchandises en provenance de Ciudad del Este. Les autorités locales et les commerçants paraguayens ont répliqué en bloquant pendant trois jours le Pont de l'Amitié qui unit les deux pays.

Au début du mois de juin 1998, le représentant de l'Uruguay a annoncé une coordination des efforts des pays membres «au plus haut niveau» pour combattre le trafic des drogues et les délits connexes dans la région. Il a ajouté à cette occasion : «le combat contre le trafic des drogues est indépendant de l'intégration commerciale» en voulant ainsi signifier que les gigantesques bénéfices de la contrebande et du trafic des drogues ne devaient plus être une raison pour fermer les yeux sur le trafic. Il faut cependant noter que ce type de déclaration est récurrent depuis plusieurs années sans qu'aucune mesure n'ait pourtant été prise pour mettre fin à l'état de non-droit de Ciudad del Este.

### ***De nouvelles routes de transit dans le Cône Sud***

Sans doute pour redorer son blason, la police antidrogues paraguayenne (SENAD) a fait savoir, en juillet 1998, qu'elle avait détecté de nouvelles routes de la cocaïne et de la marijuana entre la Colombie, le Paraguay et l'Uruguay. Des chargements de ces drogues sont quotidiennement envoyés par avion d'Amambay, ville située à la frontière du Paraguay et du Brésil à 550 km au nord-ouest d'Asunción, à Montevideo, la capitale de l'Uruguay, et Punta del Este, la grande station balnéaire uruguayenne. La cocaïne en provenance de Cali parvient en avion à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) et est acheminée ensuite par voie aérienne ou terrestre jusqu'à Amambay. Parfois, la drogue parvient directement de Colombie à cette ville par voie aérienne. Pedro Juan Caballero et sa ville satellite de Capitán Bado, face à la ville brésilienne de Ponta Porá, jouent également un rôle dans le trafic.

La marijuana, produite dans le département d'Amambay, transite par sa ville d'Encarnación, puis par Posadas, en Argentine, avant de gagner la frontière uruguayenne. Durant l'été austral, Punta del Este est littéralement inondé de cette herbe qui alimente également la consommation de Buenos Aires. Dans la ville frontière paraguayenne de Pedro Juan Caballero, qui n'est séparée que par une rue de la ville brésilienne de Ponta Porá, les gangs des deux nationalités s'affrontent quotidiennement, provoquant un taux record de criminalité.

## **MEXIQUE**

Pays producteur, transformateur et/ou transitaire de marijuana, cocaïne, méthamphétamine et héroïne, premier fournisseur du marché nord-américain et grand recycleur des capitaux de la drogue, le Mexique reste l'un des plus grands centres mondiaux du narco-business. Les capitaux issus du trafic de drogues et de diverses autres formes de criminalité organisée constituent l'un des piliers de l'économie du pays et ont une influence considérable sur la vie politique depuis les années 1980.

D'importants développements ont néanmoins affecté la scène du narcotraffic mexicain en 1997 et au début de 1998. Le «démantèlement» du Cartel de Juárez, en tout cas de ses anciennes structures de blanchiment au Mexique, aux États-Unis et en Amérique latine, laisse pour l'instant le champ libre à celui de Tijuana, dont certains alliés politiques et militaires soutiennent le gouvernement actuel. Au sein de l'armée, les purges contre les protecteurs du cartel de Juárez se poursuivent. La lutte «antidrogues», des plus sélectives, a aussi un impact important dans l'arène politique nationale, en pleine effervescence à

l'approche des élections présidentielles de l'an 2000. Ses victimes, toutes membres du PRI, ne sont sans doute pas innocentes, mais leurs caractéristiques principales sont leur opposition au régime actuel et l'hostilité de Washington à leur égard.

### *Le crépuscule des «dinosaurés» ?*

La précampagne en vue de l'élection présidentielle de juillet 2000 fournit depuis 1997 une illustration frappante de la place du narcotrafic dans la politique mexicaine. Les principales forces en présence y sont au nombre de trois : le président Ernesto Zedillo et ses alliés militaires et civils du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ; trois caciques – Manuel Bartlett Díaz, Jorge Carrillo Olea et Roberto Madrazo Pintado – et leurs alliés parmi les «dinosaurés» de la vieille garde de ce même PRI, entrés en dissidence contre Zedillo ; enfin, le parti Action nationale (PAN), formation néolibérale et conservatrice d'opposition. Quatrième acteur, extérieur mais très influent, de cette lutte : l'administration Clinton, dont l'objectif prioritaire est l'approfondissement du marché commun nord-américain, l'ALENA<sup>97</sup>.

Liés, dès 1982, à l'installation du système «étatique» de trafic et de blanchiment dont le contrôle est maintenant au centre des enjeux, les trois «dinosaurés» du PRI étaient encore, début mai 1998, gouverneurs des États de Puebla, Morelos et Tabasco, respectivement. Tous ont leurs propres ambitions présidentielles pour l'an 2000. Mais, avec d'autres gouverneurs priistes de leur «syndicat», ils pourraient reporter leurs espoirs sur Manuel Bartlett, qui paraît avoir les meilleures chances. En avril 1998, Bartlett a contesté, devant un parterre de parlementaires priistes, la politique de Zedillo qu'il rend responsable du recul électoral du PRI lors du scrutin de l'été 1997, et Bartlett d'annoncer qu'il brigait l'investiture du parti pour juillet 2000. Depuis, il n'a cessé de multiplier les meetings et les attaques contre le président. Celles-ci se sont faites d'autant plus tranchantes que le chef de l'État paraît complètement tétanisé par la faillite virtuelle du secteur bancaire (scandale FOBAPROA).

Le rêve de pouvoir suprême de Bartlett peut sembler légitime à certains secteurs sociaux au Mexique, surtout au sein du PRI où les liens avec le narcotrafic, parfois dénoncés mais jamais prouvés jusqu'ici, ont favorisé bien des carrières. En revanche, il est devrait être inacceptable pour Washington. Les dures critiques de Bartlett contre la politique néolibérale de Zedillo et le style très autoritaire du gouverneur de Puebla s'opposent aux principes directeurs de l'ALENA et aux normes «démocratiques» que les Américains entendent imposer dans «l'hémisphère occidental».

Pour le gouvernement mexicain, en proie à bien des crises (FOBAPROA, économie, Chiapas, insécurité, désastres naturels, etc.), il s'agit de neutraliser ces hommes du sérail devenus hostiles, voire dangereux. La victoire ira au camp qui affaiblira le plus l'adversaire sur le plan politique et sur le plan financier, les deux étant étroitement liés dans le système politique clientéliste mexicain. Tout se passe comme s'il était devenu impératif, pour le clan politico-militaire aux commandes à Mexico, de mener à son terme la neutralisation de la narco-structure installée sous les pouvoirs précédents afin de couper les vivres aux «dinosaurés» rebelles. Cette entreprise est encore incomplète malgré les coups portés par les autorités contre deux des plus puissants cartels mexicains : arrestation des leaders du cartel du Golfe, Raúl Salinas en 1995 et Juan García Abrego en 1996 ; celle, en février 1997, du général Gutiérrez Rebollo, le chef de la lutte antidrogues qui travaillait pour le cartel de Juárez ; décès présumé, à l'été 1997, d'Amado Carrillo Fuentes, le capo «nationaliste» de Ciudad Juárez ; protection accordée par la

---

<sup>97</sup> Voir chapitre «Les relations États-Unis–Mexique dans le cadre de l'ALENA».



justice mexicaine, en tant que témoin, à Manuel de Jesús Bitar Tafich, blanchisseur en chef de l'organisation de Juárez ; et militarisation des structures policières du pays, chevilles ouvrières du trafic.

À peine nommé chef de la lutte antidrogues, fin 1996, le général Gutiérrez Rebollo s'était acharné contre les Arellano Félix, capos de Tijuana et ennemis jurés d'Amado Carrillo. L'arrestation du général a mis fin aux opérations de grande envergure contre le Cartel de Tijuana, le gouvernement mexicain semblant considérer que les chefs de cette organisation sont plus utiles libres qu'emprisonnés. Le Cartel de Tijuana, dont les chefs possèdent des propriétés à San Diego et à Los Angeles et qui contrôle une grande partie de la distribution de cocaïne, d'héroïne et de méthamphétamine dans l'ouest des États-Unis, ne paraît pas non plus constituer une cible prioritaire pour Washington, d'autant qu'ils sont devenus moins voyants depuis 1996. Ainsi, les banquiers arrêtés lors de l'«Opération Casablanca» de mai 1998 ne travaillaient, d'après les déclarations des autorités américaines, que pour la connexion Juárez-Cali. Cette nouvelle, qui réjouira tous les narcotrafiquants de Basse-Californie et leurs protecteurs politiques, renforce pour l'instant la position du clan Zedillo.

Mexico et Washington, on l'a vu, ont intérêt à favoriser l'extinction des «dinosaures» dissidents, encore faut-il définir un plan de bataille conjoint. Pour pouvoir fonctionner, ce plan doit se plier à certaines normes élémentaires : d'abord, respecter la souveraineté nationale mexicaine, en tout cas dans les formes. Washington ne peut pas intervenir directement dans les affaires intérieures mexicaines. Il lui est donc impossible de prendre ouvertement parti pour le clan Zedillo contre les «dinosaures» rebelles, sous peine de discréditer davantage le président, mais rien n'empêche de soutenir le gouvernement d'un pays ami. Ainsi, le nouvel ambassadeur américain au Mexique, Jeffrey Davidow, a qualifié de «peu crédible», le 18 mars à Washington, un rapport de la CIA évoquant l'existence de liens entre Francisco Labastida Ochoa, le «bon dinosaure» nommé ministre de l'Intérieur suite au massacre d'Acteal, et le narcotrafic. De son côté, Mexico, deux ans avant une élection présidentielle, ne doit absolument pas pouvoir être accusé de se plier aux exigences américaines. La présidence ne peut donc pas attaquer l'adversaire de front, d'autant que c'est en grande partie grâce au soutien passé des «dinosaures» devenus hostiles que les «technocrates» comme le chef de l'État actuel et les ex-présidents De la Madrid et Salinas sont au pouvoir depuis 16 ans. Par exemple, Carlos Salinas a gagné l'élection présidentielle de 1988 après qu'une «panne informatique» ait affecté pendant plusieurs jours le système de comptage des votes placé sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, alors dirigé par Bartlett. Et Zedillo a été ministre de Salinas. Il fallait donc trouver un relais pour porter les coups à la place du président. Et c'est le PAN, poulain de Washington, bien en cour au palais présidentiel de Mexico avec qui il a passé des alliances dans le passé, qui va jouer ce rôle.

### *Les aléas de la chasse au «dinosaure»*

Le PAN gère les villes de Puebla et de Mérida, qui sont les capitales des États de Puebla et de Yucatán que gouvernent respectivement Bartlett et un de ses alliés, Víctor Cervera Pacheco. En outre, ce parti gouverne les États de Querétaro, Guanajuato (un grand centre de la contrefaçon), et surtout de Basse-Californie-Nord (Tijuana) – où il est notoire qu'il a passé un «pacte de non-aggression» avec le cartel local depuis 1986 –, de Chihuahua (qu'il a perdu en août 1998 au profit du PRI, mais en conservant la mairie de Ciudad Juárez), de Nuevo León (Monterrey) et de Jalisco (Guadalajara). Le PAN contrôle donc politiquement deux États frontaliers, la ville frontalière narcostratégique de Ciudad Juárez et le grand «centre d'affaires» narco qu'est le Jalisco. Soucieux de consolider ces acquis pour donner toutes les chances à son candidat au scrutin de l'an 2000, le PAN est donc idéalement placé et motivé pour monter au créneau contre les «dinosaures» dissidents. L'appui de Zedillo lui est garanti, mais de manière

prudente et sélective. Le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), l'opposition de gauche qui gouverne le District fédéral depuis 1997, ne dédaigne pas, lorsqu'il y voit un intérêt, de prêter main forte à la campagne anti-«dinosauriens». Enfin, la guerre d'usure bénéficie bien entendu des informations savamment distillées à la presse par l'ami américain.

C'est le cas contre Roberto Madrazo Pintado, le narco-gouverneur du Tabasco. Figure emblématique du caciquisme corrompu, Madrazo a été «élu» à son poste actuel en 1995 grâce à la fraude électorale et en dépassant le seuil des dépenses de campagne. Dès 1995, le PRD avait déposé plainte contre lui, l'accusant, preuves à l'appui, d'avoir déboursé plus de 80 millions de dollars (50 fois plus que le montant autorisé) dont au moins 15 millions fournis par le financier Carlos Cabal Peniche (aujourd'hui en fuite), comme l'a précisé le Paniste Antonio Lozano Gracia, ancien ministre de la Justice de Zedillo. Cabal, blanchisseur attiré des cartels du Golfe et de Cali durant les années 1980 et le début des années 1990, était installé à Villahermosa, capitale du Tabasco, d'où il dirigeait son empire qui comprenait alors la multinationale agro-industrielle *Del Monte Fresh Products*. D'après la CIA, les infrastructures de *Del Monte* au Tabasco ont servi à exporter de la cocaïne vers les États-Unis à partir du port de Dos Bocas, rénové avec l'argent des contribuables mexicains par le président Salinas, précisément pour faciliter les activités de cette entreprise. Le 5 juin 1996, la justice fédérale, alors dirigée par Lozano, s'était déclarée incompétente et avait transmis le dossier à celle du Tabasco qui accordait un non-lieu à Madrazo. L'affaire semblait définitivement enterrée jusqu'à la publication opportune, le 15 avril 1998, d'un article de l'*Arizona Daily Star*, notoirement lié à la CIA, immédiatement relayé au Mexique par le quotidien pro-paniste *Reforma*. On y apprenait que la firme de courrier express *Aero Postal de México* appartenait au Cartel de Tijuana et que trois de ses avions avait été achetés grâce à un prêt d'une banque appartenant à Cabal Peniche. Cet «élément nouveau» liant Cabal au narcotraffic permit, le 23 avril, à un sénateur du PAN d'exiger puis d'obtenir la réouverture de l'enquête contre Madrazo. Appuyé par Bartlett et divers secteurs du PRI, Madrazo a réussi pour l'instant à faire bloquer les procédures. Multipliant lui aussi les apparitions et les déclarations à la presse, Madrazo pense sans doute que la meilleure défense, c'est l'attaque.

Mais Madrazo aurait pu choisir une sortie honorable. Il aurait pu prendre exemple sur le général Jorge Carrillo Olea, convaincu de démissionner de son poste de gouverneur du Morelos, le 11 mai 1998, plutôt que d'avoir à répondre au Parlement des accusations dont il est l'objet. Quelques semaines avant sa démission, Carrillo Olea, fort de son «expérience» en tant que fondateur des services de renseignements sous Salinas puis chef des services antidrogues (où il reçut des éloges officiels américains et colombiens... tout en favorisant l'essor du Cartel de Juárez), jurait pourtant qu'il ne démissionnerait pas. Malgré ses liens évidents avec Amado Carrillo Fuentes, évoqués par la presse américaine, ce n'est pas la drogue qui a causé officiellement la chute du général Carrillo Olea. C'est le scandale qui éclata lorsque la Justice fédérale «découvrit» que la hiérarchie policière du Morelos, nommée par Carrillo Olea, s'était livrée à une série de kidnappings et d'assassinats, crimes évidemment plus odieux que le narcotraffic.

D'autres gouverneurs priistes, toujours en poste ou débarqués lors des élections de 1997, sont menacés ou font déjà l'objet d'enquêtes pour malversations ou complicité avec le trafic. C'est notamment le cas des «dinosauriens» qui gouvernent les trois États de la péninsule du Yucatán (Campeche, Quintana Roo et Yucatán), dont le rôle de plaque tournante du trafic et du blanchiment s'est accru fortement durant les années 1990, et de l'ancien gouverneur priiste du Jalisco, Flavio Romero de Velasco, dont une servante détenait 16 millions de dollars sur un compte bancaire...

Pour l'instant, c'est donc Bartlett qui s'en tire le mieux. Au Mexique, un conflit de compétence à propos d'un énorme investissement d'infrastructure touristique (*Angelópolis*) nécessaire à ses ambitions présidentielles l'a un moment opposé au maire paniste de la ville de Puebla. Les tribunaux mexicains ont finalement tranché en faveur du «dinosauré». Ex-ministre, gouverneur et poids-lourd du PRI, Bartlett a bénéficié jusqu'ici de l'impunité habituellement accordée au Mexique à ceux de son rang. Nonobstant, le 16 février 1998, la une du journal *Reforma* rappelait à toutes fins utiles les faits suivants : lors de plusieurs procès aux États-Unis, des témoins ont accusé Bartlett d'avoir planifié avec des narcos, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, l'assassinat en 1985 d'Enrique Camarena, agent de la DEA. Mais la Justice américaine n'a, que l'on sache, jamais rien intenté contre lui. Washington ne désire sans doute pas donner à Bartlett, deuxième personnage de l'État mexicain de 1982 à 1988, l'occasion d'évoquer ses souvenirs des réseaux de la CIA au Mexique.

La chasse au «dinosauré» est décidément un sport périlleux. Le président Zedillo est bien placé pour le savoir. Ainsi, depuis sa prison, le général Gutiérrez Rebollo (dont l'ancien avocat fut assassiné le 21 avril 1998 à Guadalajara), ne cesse-t-il de l'accuser d'être lié au trafic avec son ministre de la Défense, le général Enrique Cervantes Aguirre. Son frère cadet, Rodolfo Zedillo, «faillit être impliqué» dans la tentative de rachat par le Cartel de Juárez en 1996 du *Grupo Financiero Anahuac*. Toujours en 1996, lors d'une conversation téléphonique interceptée, les frères Amezcua et un de leurs avocats évoquèrent leurs contacts avec le beau-père d'Ernesto Zedillo : Fernando Velasco Márquez. Les chefs du cartel de la méthamphétamine voulaient enrôler Velasco comme intermédiaire pour obtenir des faveurs présidentielles, sans succès d'après la version officielle. La conversation avait été interceptée – et transmise à la presse – par le général Gutiérrez Rebollo alors qu'il était encore en poste.

# SOMMAIRE

<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>LE RAPPORT ANNUEL, MODE D'EMPLOI</b>	<b>7</b>
Pourquoi un rapport annuel sur la géopolitique mondiale des drogues ?	7
Le rapport annuel, mode d'emploi	8
<b>LES GRANDES TENDANCES POUR LES ANNEES 1997/1998</b>	<b>10</b>
L'économie politique mafieuse, un modèle de «développement» ?	11
L'institutionnalisation des réseaux mafieux	12
Les consommations se multiplient et se diversifient	13
<b>II. ANALYSES</b>	<b>15</b>
<b>LES DROGUES DE SYNTHÈSE DANS LE MONDE</b>	<b>17</b>
Modernité et flexibilité du synthétique	17
Le monde des stimulants	18
Les transformations de l'ecstasy	20
Le monde des médicaments	22
Production et trafic : des recettes de «cuisine» aux usines des cartels	23
<b>POLY-TRAFIC ET POLY-USAGE AU ROYAUME-UNI : MODÈLE POUR L'EUROPE ?</b>	<b>27</b>
Expansion et rajeunissement du plus grand marché d'Europe	27
Les stimulants mènent la danse	28
Normalisation et poly-usage	29
Hérôïne : chronique d'une «épidémie» annoncée	30
Une plaque tournante pour l'Europe	32
Le Poly-trafic : une affaire <i>typically British</i>	33
<b>RÉSEAUX ET MARCHÉS DE L'HÉROÏNE EN EUROPE</b>	<b>35</b>
Filières turques et kosovares : l'hérôïne change, son prix baisse	35
Albanais contre Kosovars	38
Les «narco-touristes», moyen de pénétration des organisations criminelles	41
<b>LA «CARAÏBISATION» DE L'OCÉAN INDIEN</b>	<b>43</b>
La logique trafiquante des Caraïbes	43
Similitudes des deux espaces	45
L'espace de l'océan indien dans son environnement africain	45
Le cas mauricien	47
Les connections italiennes	48
<b>GOLFE DE GUINÉE : VERS UN MARCHÉ UNIQUE DES DROGUES ?</b>	<b>50</b>
La voie informelle	50
Les «ghettos» du marché unique	51
La «Côtière» du narcotourisme	52
<b>L'AFRIQUE DU SUD ET SON ENVIRONNEMENT</b>	<b>54</b>
Les cultures de cannabis, sujet sensible	54

Les filières de la <i>dagga</i> s'internationalisent	56
Le marché de toutes les drogues	56
Cocaïne : l'épouvantail nigérian	57
Un capo au Cap	58
Des laboratoires du Mandrax à ceux de l'apartheid	59
Les enjeux politiques des trafics	60
<b>LES RELATIONS ÉTATS-UNIS – MEXIQUE DANS LE CADRE DE L'ALENA</b>	<b>61</b>
Drogues et survie dans les campagnes	61
Délocalisation du blanchiment	62
Un narco bien en cour à Mexico et... Washington	63
La caution de Washington et ses conséquences	64
Colombianisation à la mexicaine	65
<b>III. ASIE DU SUD-EST, EXTRÊME-ORIENT, PACIFIQUE</b>	<b>66</b>
<b>BIRMANIE</b>	<b>67</b>
«Les affaires» de la famille Khun Sa	67
Les Wa ne tombent pas dans le piège	68
La «Zone libre des 3 G»	70
<b>LAOS</b>	<b>71</b>
Opium : de l'autoconsommation à l'exportation	71
Un trafic transfrontalier très intense	73
Le transit des stimulants synthétiques	74
Consommation et ambiguïté de la lutte antidrogues	75
<b>THAÏLANDE</b>	<b>75</b>
L'amphétamine dans la crise du modèle économique	76
Les réseaux de l'amphétamine	77
Un vice-ministre sauvé par la crise	78
<b>CHINE</b>	<b>79</b>
Sous le signe de la chimie	79
Le marché diversifié des drogues de synthèse	80
Des succès mitigés dans la lutte contre les opiacés	81
Les drogues des minorités, du Xinjiang au Tibet	82
Entre la répression et les soins, un équilibre difficile	83
<b>INDONÉSIE</b>	<b>83</b>
Le trafic artisanal de la marijuana	84
Le marché de l'ecstasy s'adapte à la crise	84
La clientèle de l'héroïne ne s'élargit	85
<b>JAPON</b>	<b>86</b>
«La troisième vague de consommation de l'amphétamine»	86
L'explosion des toxicomanies juvéniles	87
Le rôle de l'argent des yakuza dans la crise	89
<b>AUSTRALIE</b>	<b>90</b>
La palette des dérivés du cannabis	90
les réseaux asiatiques de l'héroïne	91
Le melting pot des drogues	92
Les gangs de motards et le poly-trafic	93
Le débat sur la réduction des risques	95

<b>IV. ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST</b>	<b>96</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>98</b>
L'opium des religieux	98
Le marché commun des opiacés	99
<b>AFGHANISTAN</b>	<b>101</b>
Production d'opium et économie paysanne	101
Profits tirés de la production de pavot et d'héroïne	102
De la théorie à la pratique	103
Les enjeux de l'éradication du pavot	104
<b>PAKISTAN</b>	<b>105</b>
La drogue et la géopolitique interne	106
La drogue au service du Djihad en Asie	107
Manipulations des services secrets militaires	108
<b>NÉPAL</b>	<b>109</b>
Le haschisch, salaire du paysan	110
Les réseaux d'exportation du haschisch	111
Le pont de la rivière Mechi	112
Guerre des services secrets indiens et pakistanais	112
<b>TAMIL NADU (INDE) ET SRI LANKA</b>	<b>114</b>
Les connexions du Tamil Nadu indien	114
Le LTTE est-il impliqué dans les trafics au Sri Lanka ?	115
Le transit maritime du haschisch	116
<b>V. ESPACES EUROPÉENS</b>	<b>118</b>
<b>RUSSIE</b>	<b>120</b>
La professionnalisation des réseaux de l'héroïne et du haschisch	120
Un flux de drogues à double sens	122
La loi de 15 avril 1998 : Haro sur le toxico	123
<b>TURQUIE</b>	<b>124</b>
L'arme des rapports confidentiels	125
Laboratoires et casinos délocalisés	126
La guerre des clans	127
<b>SUÈDE</b>	<b>129</b>
La consommation amphétamine	129
Trafic et consommation d'héroïne et de haschisch	130
Une société sans drogues ?	131
<b>SLOVAQUIE ET RÉPUBLIQUE TCHÈQUE</b>	<b>131</b>
Le partage du marché des drogues en Slovaquie	132
Dealers arabes et «Milieu» tchèque	133
Réseaux balkaniques et sous-traitants tchèques	133
Les réseaux asiatiques des drogues	134

<b>FRANCE ET ANTILLES – GUYANE FRANÇAISE</b>	<b>137</b>
Une approche du phénomène des drogues qui évolue	137
Le marché des drogues à Paris	139
Le crack fait diversion	142
Le crack sur orbite en Guyane	144
<b>BELGIQUE</b>	<b>144</b>
Des critiques provenant d’horizons opposés	145
Le cannabis n’est pas seul en cause	145
Le débat reste ouvert	146
<b>PORTUGAL</b>	<b>147</b>
Les réseaux du trafic international	147
Un marché qui se diversifie et s’enracine	149
Les réseaux destinés au marché intérieur	150
<b>VI. AFRIQUES</b>	<b>152</b>
<b>ANGOLA</b>	<b>153</b>
Les connexions sud-africaines de l’Unita	153
Trafic de cocaïne, une pratique généralisée.	155
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>156</b>
Drogues en stock chez les mobutistes	158
Le cannabis, alternative aux difficultés de l’agriculture	159
Le trafic local et national de marijuana	160
Un trafic international bien rodé	160
<b>TANZANIE</b>	<b>161</b>
La production de cannabis	162
Les réseaux trafiquants	162
Les «marins-passeurs» tanzaniens	164
La consommation d’héroïne	164
<b>KENYA</b>	<b>165</b>
Une société morcelée et démoralisée	166
Traffics : les aires d’impunité s’étendent	166
Blanchiment : des bureaux de change aux hôtels de luxe	167
<b>SOUDAN</b>	<b>168</b>
Des frontières poreuses, propices aux trafics	168
Le cannabis, enjeu diplomatique	169
Des procédés de blanchiment institutionnalisés	170
<b>ÉGYPTE</b>	<b>171</b>
Des résultats mitigés	171
L’ANGA au service de l’antiterrorisme	172
Le «touriste-roi»	172
Les tendances de la consommation	174
<b>COMORES</b>	<b>174</b>
La drogue, outil géopolitique	174
Activité touristique et flux migratoires	175
Productions artisanales et consommation	177
Narco-tourisme et corruption	178

<b>MADAGASCAR</b>	<b>178</b>
Le boom de l'agro-industrie du cannabis	179
Un nouvel Eldorado des drogues et du blanchiment	180
<b>SÉNÉGAL</b>	<b>181</b>
La crise de l'agriculture et les productions illicites	182
L'aggravation de la situation de l'emploi urbain et le trafic des drogues	183
Le secteur informel et la distribution des drogues	184
Le grand trafic maritime et aérien de transit	185
<b>GAMBIE ET GUINÉE-BISSAU</b>	<b>185</b>
La Gambie, État contrebandier	186
L'éradication met les paysans sur la paille	187
Le yamba, salaire de la guerre civile de Guinée-Bissau	187
<b>TOGO</b>	<b>189</b>
La nouvelle génération des cultures de cannabis	189
Les réseaux de trafic de la marijuana	190
Transit des drogues dures et blanchiment	191
<b>VII. AMÉRIQUES</b>	<b>193</b>
<b>COLOMBIE</b>	<b>195</b>
Le conflit armé et les productions illicites	195
Des sacrifices mal récompensés	197
À l'aube d'un nouveau mandat	197
<b>PÉROU</b>	<b>199</b>
Réduction des cultures et développement alternatif	199
Les succès de la répression	200
Cocaïne, pétrole et guérilla	201
Les États-Unis marquent leur distance	202
<b>ÉQUATEUR</b>	<b>202</b>
L'échec des cultures illicites	205
Du transit aérien aux voies maritimes	205
Des voies terrestres à double sens	206
Précurseurs chimiques, laboratoires et blanchiment	207
<b>ARGENTINE</b>	<b>208</b>
Le pipeline de la cocaïne	208
Un marché interne porteur	209
Un système de corruption institutionnalisé	210
Les effets pervers de l'investissement	211
<b>PARAGUAY</b>	<b>212</b>
La Mecque de tous les trafics	212
Grandes manœuvres des États-unis face au Mercosur	214
De nouvelles routes de transit dans le Cône Sud	215
<b>MEXIQUE</b>	<b>215</b>
Le crépuscule des «dinosaurés» ?	216
Les aléas de la chasse au «dinosauré»	217



<b>SOMMAIRE</b>	<b>220</b>
<b>LISTE DES CARTES ET SCHÉMA</b>	<b>226</b>

## LISTE DES CARTES ET SCHEMA

<b>Carte I</b>	: Drogues de synthèse et médicaments en Europe	p 14
<b>Carte II</b>	: Les routes de l'héroïne en Europe	p 34
<b>Carte III</b>	: Complémentarité de l'envoi informel et formel dans le blanchiment d'argent : l'exemple de l'Ile Maurice	p 42
<b>Carte IV</b>	: Les voies d'importation de la cocaïne et du Mandrax	p 53
<b>Carte V</b>	: Production et trafic de drogues au Laos	p 70
<b>Carte VI</b>	: Production et trafic de drogues en Australie	p 92
<b>Carte VII</b>	: Trafic d'opiacés au Tadjikistan	p 95
<b>Carte VIII</b>	: Trafic et frontières maritimes dans les petites Antilles	p 133
<b>Carte IX</b>	: Les circuits multidrogues à Paris	p 137
<b>Carte X</b>	: Production de cannabis, trafic de marijuana et de cocaïne en RDC	p 154
<b>Carte XI-a</b>	: Les îles de l'Océan Indien	p 173
<b>Carte XI-b</b>	: Les Comores, confettis du trafic	p 173
<b>Carte XI-c</b>	: Zones de cultures illicites et routes du trafic à Madagascar	p 173
<b>Carte XII</b>	: Implantation de la guérilla et des groupes paramilitaires en Colombie	p 191
<b>Carte XIII</b>	: Production et trafic de drogues en Équateur	p 200
<b>Schéma I</b>	: Exemple d'un réseau intégré organisé par une seule personne utilisant comme relais uniquement la famille	p 38